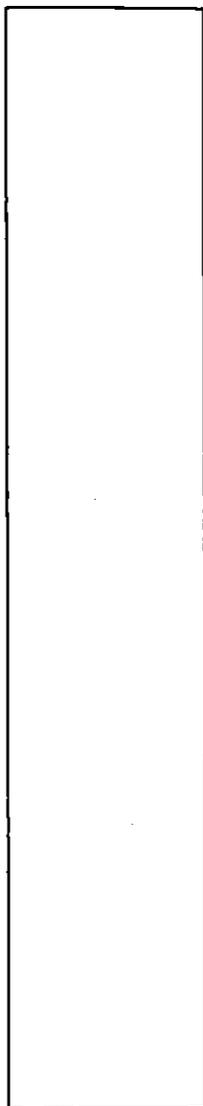


FRANCE

DEC. 1959 - N° 21 - 150 Fr.

FORUM



Marc Sangnier
une pensée, un combat



Évitez les exercices philosophiques

Je profite du renouvellement de mon abonnement pour vous faire compliment de la haute tenue de « France-Forum » qui sait aborder sous des angles originaux tant de problèmes — surtout politiques — qu'une actualité débordante d'activité et de retournements imprévus rend de plus en plus intéressants à étudier, en étendue comme en profondeur.

Je crois cependant devoir attirer votre attention (après d'autres lecteurs, me semble-t-il) sur le déséquilibre qui consisterait à attribuer une place trop prédominante à des exercices philosophiques d'une classe confinant à un ésotérisme à peu près inaccessible à beaucoup de nos amis. Tout le monde ne peut rejoindre Etienne Borne, par exemple, sur des hauteurs où il « s'envole » avec une facilité qui nous remplit d'admiration mais son rôle me paraît plus utile — et tout aussi brillant d'ailleurs — lorsqu'il démonte pour nous des mécanismes de la pensée moins loin de nous, plus près donc des préoccupations du « lecteur moyen ».

L. B. (Paris).

Quelle est l'efficacité de vos suggestions ?

J'ai été frappé par la densité de votre dernier numéro. Le Forum sur le marxisme, par la qualité des participants et par la valeur des observations, constituait une très féconde incitation à réfléchir sur un sujet qui conserve une indiscutable actualité bien que les événements semblent ap-

porter un certain nombre de démentis aux analyses marxistes.

Par ailleurs, les réflexions de Jacques Fauvet sur la crise de la démocratie française m'ont paru pleines de pertinence et il serait souhaitable que ces suggestions (notamment celle qui concerne la nécessité de la décentralisation) rencontrent un accueil favorable chez les hommes politiques qui ont des responsabilités législatives ou gouvernementales, mais je me demande si parlementaires et ministres, en définitive, font grand cas des réflexions qui sont publiées dans des revues comme la vôtre, comme « Esprit » ou comme « Preuves ».

Bravo pour les réserves que fait Pierre Décamps sur la politique du gouvernement.

T. P. Puy-de-Dôme

Cercle « France-Forum »

L'action politique s'exerce souvent au détriment de la réflexion, et plus cette action est vécue, plus elle nous sépare de ceux qui n'ont pas fait le même choix, rendant le dialogue difficile. Le milieu étudiant n'échappe pas à cette règle et c'est là peut-être que les idées s'affrontent avec le plus de violence, que l'engagement est le plus catégorique, que les contacts valables sont les moins faciles. D'où la nécessité d'arriver à une libre et loyale confrontation des idées et des engagements qui témoignent de cette ouverture aux autres sans laquelle nulle démocratie n'a de chance de survivre.

Cette confrontation ne peut se faire

que dans une recherche commune, une réflexion en profondeur dégagée de toute contingence politique donnée. Nul désir de reconstruire le monde, aucune intention de propagande : seulement ce souci commun de comprendre un problème, de le saisir dans sa complexité, de rechercher des points d'appui pour une action valable.

Ces deux besoins de dialogue et de réflexion sont à l'origine de la création du cercle « France-Forum », cercle étudiant créé avec le concours de la revue « France-Forum ».

Le 12 novembre dernier, une quarantaine d'étudiants, représentant à peu près toute la gamme des partis politiques français se sont réunis, dans une salle d'un café de la rue Soufflot, à Paris, autour de J.-M. Domenach, directeur de la revue « Esprit » ; Raoul Girardet, professeur à l'Institut d'Etudes Politiques, collaborateur de « Nation française » ; Pierre Dhers, professeur d'histoire au lycée Condorcet, ancien député M.R.P., et Henri Bourbon, rédacteur en chef de « France-Forum » pour un colloque sur le thème « Nationalisme et Démocratie ».

Les débats animés et cordiaux ont montré tout l'intérêt des participants à l'égard d'une méthode de réflexion qui se voudrait un instrument de formation civique et de loyale information politique.

Le prochain Cercle *France-Forum* aura lieu le 14 décembre avec Jacques Fauvet, Pierre-Henri Teitgen, sur le sujet suivant « Y a-t-il une crise de la démocratie française ? ».

Pour faire connaître

FRANCE-FORUM

Demandez
des numéros spécimens
qui vous seront adressés

GRATUITEMENT

Tous les ouvrages analysés ou non
dans cette revue, ainsi que tous les
disques, peuvent vous être fournis
sans frais supplémentaires par le
service bibliographique de
« France-Forum »
(Port et Emballage gratuits.)

Ecrire au service bibliographique de
« France-Forum »
24 bis, Bd Saint-Germain, Paris-V.

PHOTOS

FORUM : Maisonneuve.
THEATRE : Pic (Studio Bernard).
CINEMA : Metro-Goldwyn-Mayer.
NOTES DE LECTURE : Keystone.

COUVERTURE : « Forces Nouvelles. »



● Le Général fait école

S i la France a besoin du général de Gaulle, le parti communiste a besoin de Maurice Thorez et tout se passe comme si celui-ci avait emprunté à celui-là les maximes de gouvernement qu'il fait siennes pour bien régner sur les siens. Il semble toutefois que sur ce point le disciple aille plus loin que le maître et qu'un discours comme celui que le Numéro Un du communisme a prononcé à Choisy-le-Roi (beau nom monarchiquement providentiel) devant le comité central du Parti soit plus vite compris et plus exactement obéi par les états-majors et les militants communistes qu'une conférence de presse du général n'est entendue et mise en œuvre par les cadres et les notables du régime dont on a bien vu qu'ils arroisaient d'une eau puisée à leur propre puits le grand vin qu'ils avaient mission de distribuer. A Choisy-le-Roi, Maurice Thorez a commandé avec autrement d'autorité un bel et bon tournant tactique, ralliant le parti à une politique algérienne fondée sur ce principe d'autodétermination contre lequel on n'avait pas la veille assez de sarcasmes, modérant l'hostilité de ses fidèles à ce Général de Gaulle dont Maurice Thorez ne peut pas ne pas se souvenir dans la nostalgie de l'esprit qu'il a été autrefois le ministre, car enfin pour être communiste, on n'en est pas moins homme, et doué de mémoire et de gratitude.

Maurice Thorez a donné consigne au Parti de pratiquer la politique de la main tendue et de préparer ce qu'il appelle « le Front unique », évitant soigneusement de parler de « Front Populaire » comme le font les étourdis d'une autre gauche pour laquelle le chef du parti communiste montre une médiocre tendresse. C'est que le « Front Populaire » divisait et, qu'à l'émulation du Général, le secrétaire général ou le général-secrétaire n'aspire plus qu'à rassembler et à unir. Maurice Thorez a reproché au Parti d'avoir trop regardé du côté des socialistes autonomes, estimant que même heureuse la prise ne vaudrait pas la chasse ; il faut, a-t-il dit, gagner les ouvriers socialistes peu séduits par les grands intellectuels et les hautes consciences du P.S.A. ; et au demeurant « les petits groupuscules près de nous » (gracieuse allusion à la fois à l'U.G.S. et au P.S.A.) confondent dialectique et scolastique et tombent dans cette erreur et cette horreur que, grand pourfendeur d'hérésies, Maurice Thorez a nommée le « doctrinarisme » d'un mot aussi laid que la chose qu'il prétend signifier. On n'a pas entendu alors que les intransigeants des nouvelles gauches aient opposé à ce mépris de fer une parole quelque peu fière et libre et on se demande si dans cette apologie de l'empirisme politique, dans ce refus d'une pensée qui ne soit pas étroitement liée à l'« organisation » et à l'action immédiate, Maurice Thorez s'inspire toujours de Marx et de Lénine ou s'il ne prend pas derechef modèle sur les dernières mœurs du général de Gaulle.

● Les hommes du sacrifice

N OUS ne rendons pas suffisamment justice au grand exemple de discipline civique et d'immolation du sens propre que donne jour après jour non pas ce parti de gouvernement mais ce parti du gouvernement qu'est l'Union pour la Nouvelle République. S'ils suivaient leur pente, les militants de l'U.N.R. dans leur immense majorité détesteraient la politique définie par le chef de l'Etat le 16 septembre et le 10 novembre, mais ces

hommes du sacrifice apprennent jour après jour à marcher sur leur cœur et, par une sorte de décret tout cornélien, ils s'interdisent, bien qu'ils en aient une furieuse envie, de se vouloir plus français que le général de Gaulle, qu'ils ont fait serment de suivre en toutes choses et grâce auquel aussi ils sont sortis de l'ombre pour se répartir un si grand nombre de charges et de mandats, s'il est permis de tempérer d'une note utilitaire la musique déchirante et héroïque qui accompagne leurs pas.

Toutefois, les hommes de l'U.N.R. ne peuvent pas vivre continuellement dans l'exaltation du sacrifice, car les chevaliers sont eux aussi pétris dans la commune argile, et le destin indulgent leur ménage des temps faibles pendant lesquels le naturel cruellement tyrannisé a licence de se manifester. Ainsi le congrès de l'U.N.R. à Bordeaux a été d'abord l'occasion d'un puissant, véhément et tumultueux défolement des tendances si longtemps comprimées. Le dieu du congrès a été Jacques Soustelle et sans doute les militants de l'U.N.R. eussent-ils acclamé Georges Bidault avec un surplus de frénésie si cet inflexible, devenu le Saint-Just du néo-nationalisme, pouvait être reçu dans les temples de l'équivoque et du double jeu. La réintégration des exclus, ennemis déclarés du 16 septembre et du 10 novembre, a été réclamée dans le style de la colère. M. Ali Mallem, qui avait écrit sur la politique algérienne un rapport et que l'hebdomadaire *Carrefour* qualifie de « défaitiste », a dû pour n'être pas emporté par l'orage, désavouer à la tribune une pensée qui dans son premier jaillissement était d'exacte fidélité gaulliste. Rétractation jugée insuffisante, puisque le député de Batna s'est trouvé exclu des organismes directeurs de l'U.N.R. dans lesquels ne se rencontre aucun Français musulman, singulière manière de pratiquer l'intégration et de faire l'Algérie française.

Pour mettre un terme aux débordements et aux défolements bordelais, Jupiter envoya Mercure, messager habituel de ses volontés et M. Michel Debré fit enfin régner l'ordre en rappelant le grand vœu d'obéissance qui est pour l'U.N.R. sa raison d'être politique. On rentrait en classe après la récréation. Héroïquement refoulés, les hommes du sacrifice se mettaient en rang et montaient en ligne. Ils y sont encore. Pour combien de temps ?

● Echec aux ultras

L ES problèmes politiques, petits et grands, ne sont résolus que lorsque la situation de quelques-uns est assez courageuse pour faire une brèche de troisième force contre les démagogues ennemis et complices des ultras de l'un et l'autre bord. Ainsi de l'affaire algérienne. Ainsi de la question scolaire. Dans un climat tendu à l'extrême où s'affrontent déplorablement des outrances laïques et des aveuglements intégristes et cléricaux, la parole du cardinal archevêque de Paris a fait passer un souffle libérateur et donné des raisons d'espérer aux hommes de réconciliation. Par l'hommage que, à la séance de rentrée de l'Institut catholique de Paris, il a rendu aux membres catholiques de la commission Lapie, Mgr Feltin a refusé de s'associer à la campagne de dénigrement systématique dont sont l'objet la commission et ses conclusions dans nombre de milieux bien-pensants qui jugent avec précipitation et prévention avant même de connaître les pièces du procès. Et pour que soit infligé aux ultras l'échec décisif, il faudrait que le problème scolaire lui aussi ait son 16 septembre et son 10 novembre.

Pour une Communauté... communautaire

par Pierre-Henri TEITGEN.

LA Fédération du Mali et les deux Etats africains qu'elle réunit, le Sénégal et le Soudan, veulent aujourd'hui quitter la Communauté, proclamer leur indépendance, puis négocier avec la France certains accords confédéraux. La Constitution leur en donne le droit et leur en fournit les moyens, la Communauté n'est pas une prison.

L'exemple du Mali sera suivi.

D'aucuns s'indignent. Ils disent « déjà ! » sur un ton qui exprime plus que leur regret, leur revanche : la revanche des « réalistes » sur « les rêveurs ».

Certes, il convient d'expliquer aux dirigeants du Mali qu'il n'y a plus pour l'avenir de Communauté ou même de Confédération possibles si chacun des Etats membres « reprend ses billes » dans la plénitude de sa souveraineté et de son indépendance. Fût-elle du type confédéral le plus souple, une Communauté suppose d'abord une mise en commun.

Il faut aussi dire clairement aux dirigeants du Mali qu'un choix s'impose. Dans le monde où nous sommes on ne va pas déjeuner en amis de la famille un jour à l'Elysée, le lendemain au Kremlin et le surlendemain à la Maison Blanche. L'association qu'il compte nous offrir sitôt devenu totalement indépendant, le Mali ne devra pas nous la proposer aux enchères publiques à la manière de la Guinée qui se fait gloire de traiter cas par cas avec le plus offrant. Les représentants du Mali doivent comprendre qu'aujourd'hui encore on ne choisit pas seulement son marché, ses fournisseurs et ses conseillers techniques, mais, par ce choix même, son camp et son destin. Si donc c'est bien à la France qu'ils veulent s'associer, pour des motifs primordiaux et définitifs d'ordre moral et spirituel, qu'ils renoncent à leur inquiétante procédure en deux temps et fixent avec nous, au même moment, et le nouveau contenu de leur indépendance, et le nouveau contenu de notre association.

Cela dit, reconnaissons que cette Communauté — qui déjà désenchant le Mali — n'a pas encore été construite, ne vit pas encore dans les réalités quotidiennes.

La Communauté est orientée par son Conseil Exécutif. Le général de Gaulle a su donner grande allure à ce Conseil. Le risque est sans doute que l'extraordinaire autorité morale, le prestige, le verbe et la force de persuasion du Président ne frappent quelque peu d'inhibition les représentants des gouvernements africains qui siègent à ses côtés. Il en est qui regrettent, au lendemain des sessions, de n'avoir pu, tenus sous le charme, exprimer le fond de leurs pensées.

Quant au Sénat de la Communauté, il n'est qu'une Assemblée consultative.

Quel sera le sort réservé à ses avis ?

Surtout l'administration quotidienne de la Communauté est déficiente ; et dans la mesure où du désordre émerge péniblement une idée politique, il s'agit d'une idée fautive, d'une erreur étonnante.

Le ministre africain qui veut obtenir de la Communauté ou de la République française (il ne les distingue pas aussi

bien que nos juristes) l'aide financière, économique ou technique dont il a grand besoin s'en vient à Paris pour y voir la Communauté ? Mais où est-elle ? Nul ne le sait.

Il ira du Cabinet du Président de la République et de la Communauté au bureau du secrétaire général de la Communauté pour apprendre que la Communauté, dépourvue de tous moyens ne peut, elle, fournir aucune aide à ses membres, qu'il leur faut s'adresser à la République française et d'abord à son ministre d'Etat chargé de l'Aide de la République aux Etats de la Communauté.

Le ministre d'Etat, malheureusement, ne dispose que de crédits bien limités et s'il s'agit d'obtenir une aide en personnel (fonctionnaires ou techniciens) c'est aux ministères techniques, dont relève ce personnel, qu'il faut s'adresser.

Notre ministre africain errera donc de ministère en ministère et de bureau en bureau dans l'espoir d'une promesse.

Qu'en pensera, de retour en Afrique, le ministre qui n'aura pas trouvé à Paris ce qu'il y cherchait : la Communauté ?

Il est vrai qu'il avait tort de l'y chercher pour lui demander assistance, car voici la grande idée qui, paraît-il, sert d'explication.

Il n'existe pas d'aide communautaire aux Etats-membres. La Communauté n'aide pas ses membres ; elle ne leur fournit ni argent, ni matériel, ni techniciens ; elle n'en a pas. L'aide sous toutes ses formes doit être demandée à la seule République française qui l'accorde quand elle le peut, selon les termes d'accords bilatéraux négociés, en dehors de la Communauté, en tête-à-tête avec l'Etat africain dont il s'agit. Le bilateralisme, la Constitution l'imposerait, selon les conseillers du Gouvernement, puisqu'elle distingue soigneusement la République de la Communauté !

Erreur fatale.

Il y avait plus d'esprit, de méthode et d'organisation communautaires dans la répartition des crédits Marshall et bien davantage dans l'ancien système de répartition de l'Aide aux Territoires africains qu'il n'en existe aujourd'hui dans la Communauté.

Aujourd'hui le « FAC » substitué au « FIDES » centralise les crédits mis par la République à la disposition des Etats africains, mais parce qu'il faut bien marquer, répètent les conseillers du Gouvernement, que la Communauté et la République ne se confondent pas, les Africains de la Communauté ne participent plus, puisqu'il s'agit de l'argent de la République, à la gestion et à la répartition des crédits et des moyens !

Il est grand temps de revenir sur cette erreur politique et psychologique.

Pour donner à la Communauté corps et substance matériels, il faudrait évidemment, la charger de gérer et de répartir l'aide que destine à ses membres la République française.

Faute de ces redressements, on s'obstinera, sous le baobab africain, à penser comme Coufontaine qu'« où est seulement le droit, il n'y a plus d'affection ».

LA PLANIFICATION EN

Ce qu'elle est, ce qu'elle devrait

avec

Georges LEVARD

Pierre BAUCHET

Michel DEBATISSE

Dominique BOYER

TRES prochainement sera mis en chantier le IV^e Plan qui s'appliquera à une période cruciale de notre histoire économique au cours de laquelle devront être réalisées les mutations qu'imposent une expansion démographique sans précédent et une compétition internationale de plus en plus âpre. Georges Levard, secrétaire général de la C.F.T.C., Michel Debatisse, secrétaire général du Centre des Jeunes Agriculteurs, Pierre Bauchet, professeur à la Faculté de Droit de Lille, auteur de « L'Expérience française de planification », Dominique Boyer, ancien Secrétaire du Comité de direction du Fonds de développement économique et social, actuellement l'un des dirigeants d'une importante compagnie de transports maritimes, sont venus examiner à « France-Forum », à la lumière de l'expérience de ces dernières années, les conditions d'une planification démocratique.

G. LEVARD. — Au fur et à mesure que les années s'écoulaient et que l'on passait du premier au deuxième et du deuxième au troisième plan, quelles réflexions pouvions-nous faire ?

Le premier Plan a été d'une efficacité très grande parce que nous avions, en somme, un modèle devant les yeux. Il s'agissait de rattraper le plus rapidement possible tout ce que l'on avait perdu du fait des destructions et des retards accumulés au cours d'un certain nombre d'années.

Tâche assez facile d'autre part car il s'agissait d'un nombre très limité de secteurs dans lesquels les concentrations, insuffisantes peut-être d'un point de vue technique, étaient cependant beaucoup plus marquées que dans les autres secteurs de l'économie française.

Grâce d'ailleurs à la réussite du premier Plan, quand on est passé des secteurs de matières premières aux secteurs de fabrication et de transformation pour la population, on n'a plus eu des modèles aussi précis à présenter comme objectifs à l'économie productive et d'un autre côté, au lieu de s'occuper de quelques 150 ou 200 entreprises essentielles, on s'est trouvé en face des neuf cent mille ou un million d'entreprises françaises de tailles extrêmement différentes intéressées, ou non intéressées d'ailleurs, par les préoccupations générales des données de l'économie française.

Conclusions donc extrêmement intéressantes, mais qui permettent de souligner des lacunes.

Nous en avons tiré un certain nombre de conclusions qui ont abouti à la mise à l'ordre du jour de notre dernier congrès confédéral des problèmes soulevés par la planification, planification que nous voulons surtout démocratique.

Pour une planification démocratique

Qu'est-ce à dire ? Nous voudrions que la planification soit un des éléments de la direction, de l'impulsion de l'économie. Nous pensons que, quelles que soient les limites financières, quels que soient les goulots d'étranglement qu'une économie connaît toujours à un moment déterminé, il y a certainement une façon plus intelligente que d'autres d'utiliser toutes ces ressources pour en tirer le meilleur rendement possible. Nous pensons aussi que cette impulsion que l'on doit donner à l'économie doit être en fonction d'objectifs sociaux, ce peut être la promotion sociale, ce peut être le développement de l'instruction, ce peut être la recherche technique, ce peut être une politique plus générale de pouvoir d'achat et d'expansion des loisirs et de la culture.

A notre avis, les possibilités qui se dégagent d'une planification doivent être commandées par un certain nombre de préoccupations sociales, en fonction d'objectifs que la Nation se donne à elle-même pour l'ensemble de ses affaires.

P. BAUCHET. — Si j'ai bien compris, M. Levard est soucieux des lacunes du Plan nées, d'une part, de ce que les objectifs ne seraient plus assez précis, que ces objectifs intéresseraient trop d'entreprises, enfin que ces objectifs ne seraient pas suffisamment sociaux au sens large.

On peut répondre sur ces trois points. Sur le premier que précisément c'est un signe de réussite des plans successifs. Dans la mesure où les plus gros goulots d'étranglement ont été élargis, les objectifs ont cessé d'être aussi simples à déterminer ; c'est le signe bien connu du passage de l'économie de pénurie à une économie de relative abondance. Les besoins des consommateurs et du même coup les besoins de l'appareil productif sont plus difficiles à saisir.

FRANCE :

tre

Entre le double écueil de la technocratie et du corporatisme.

Deuxième critique : le domaine du Plan est trop large. Est-il vraiment trop large ? On pourrait en discuter. Personnellement, je ne le crois pas. Le Plan français comprend, d'une part, les objectifs au sens large du mot, vue générale de l'économie nationale qui sert de base aux objectifs au sens précis, c'est-à-dire aux priorités à faire respecter : ceux-ci restent étroitement limités : ce sont des objectifs d'investissements dans les grands secteurs.

Reste le problème de savoir si les objectifs négligent les aspects sociaux, c'est-à-dire ce que vous appelez les besoins des individus. Il faut distinguer les besoins individuels et les besoins collectifs. En ce qui concerne la détermination des besoins individuels, il faudrait discuter la méthode même d'élaboration du Plan, ce qui est un autre problème. Pour ce qui est des besoins collectifs, en particulier en matière de logement, en matière d'enseignement, en matière de santé, le Plan a inclus des objectifs vraiment sociaux. Mais il faut nous rappeler, bien entendu, que nous sommes dans un Etat où la satisfaction des besoins sociaux dépend des ressources publiques limitées par la politique financière du Gouvernement. C'est l'étroitesse de ces ressources financières qui borne ces objectifs sociaux du Plan.

Une nouvelle génération de chefs d'entreprise

D. BOYER. — Dans les propos qui précèdent, la planification a été considérée comme si elle recouvrait toute la politique économique et à son propos, c'est l'ensemble des motivations générales d'une politique économique gouvernementale qui ont été évoquées ; c'est dans ce sens que M. Levard a critiqué les insuffisances de la planification française et que M. Bauchet les a dans une certaine mesure excusées et expliquées.

Je m'en tiendrai, pour ma part, à une notion plus restrictive de la planification, parce que je ne puis me baser dans cette matière que sur une expérience de praticien, aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé.

Au risque donc de ramener le débat à des dimensions moins ambitieuses, j'entendrai par planification, l'ensemble

des interventions de la puissance publique pour développer et orienter les investissements, aussi bien ceux des entreprises que ceux des établissements publics ou de l'Etat lui-même. De ce point de vue, je considère comme très intéressantes les indications qui viennent d'être données sur les différences relevées entre la situation à l'époque des premier et deuxième Plans et la situation d'aujourd'hui.

Quand j'essaie de porter une appréciation, à la lumière de ce qui s'est passé depuis lors, sur l'actif ou le passif de ces premiers plans français, je suis amené à constater qu'en dépit des conditions imparfaites dans lesquelles ces plans ont été préparés et mis en œuvre, il en est sorti, dans beaucoup de domaines, des réalisations très importantes justifiant dans l'ensemble les prévisions faites à l'époque. Non seulement les investissements prévus ont été effectivement réalisés, mais encore ces investissements se sont révélés utiles et même indispensables.

D'autre part, et c'est peut-être le plus important, cette première expérience de planification a contribué à introduire un esprit nouveau dans les professions auxquelles elle s'est appliquée : que l'on prenne par exemple la sidérurgie ou la chimie — et je cite à dessein les branches qui n'ont pas connu la nationalisation — il faut reconnaître que les chefs d'entreprise sont maintenant beaucoup plus accessibles que naguère à un certain nombre de considérations, dont l'importance leur a sans doute été révélée en partie par leur participation aux travaux des commissions de modernisation. On remarque que les patrons portent maintenant un intérêt beaucoup plus grand aux notions de comptabilité économique et de productivité et qu'ils en tiennent compte dans la gestion de leur entreprise propre qu'ils considéraient de façon beaucoup plus fréquente comme un élément d'un ensemble économique.

Ceci est, je crois, indiscutable et à l'actif du premier Plan, mais si je considère maintenant une autre profession que ma position actuelle m'amène à bien connaître, je fais une autre constatation. Dans cette branche, le plan général était bâti de la manière la plus satisfaisante possible, avec la coopération de tous les intéressés, professionnels, représentants des

Pouvoirs publics, représentants des syndicats et les dispositions en ont été approuvées par chacun.

Or, aujourd'hui que ce Plan est en voie de réalisation, on constate que les résultats, qui en sont très bons sur le plan technique, risquent d'être assez désastreux, pour un temps ; tout au moins, sur le plan économique, la conjoncture ayant dans l'intervalle changé du tout au tout. Je dois préciser

Michel Debatisse

Or, il y a à cet égard une grande différence entre la situation des années 1946-48 et la situation actuelle. La préparation des premiers Plans s'est faite en considérant presque uniquement la situation économique française. A cette époque, les moyens d'action à l'étranger de l'Etat, ou des entreprises, ou des particuliers, étaient strictement limités. Nous devions compter uniquement sur nous-mêmes ou sur une aide accordée pour des motifs politiques ; aujourd'hui, ce n'est plus le cas : la libération des échanges, le Marché commun, entraînent progressivement l'ouverture des frontières selon des modalités qu'il est inutile de rappeler ici, mais dont il résulte indiscutablement une interpénétration de plus en plus étendue de l'économie française et du marché mondial.

Il s'ensuit, à mon sens, que l'on ne peut plus traiter de la planification de la même manière et que l'on doit tenir le plus grand compte de ce que les autres font, ou sont susceptibles de faire, non seulement chez eux, mais aussi chez nous. A partir du moment où la politique économique extérieure de la France prend un tour relativement libéral, il est difficile de ne pas en tenir compte, dans la définition de la politique économique intérieure, dans la détermination des objectifs d'investissements assignés aux entreprises, comme dans le choix des méthodes propres à permettre, dans les meilleures conditions, la réalisation de tels investissements.

Dangers de la technocratie

G. LEVARD. — M. Bauchet dit que la première réussite du Plan explique les difficultés ultérieures. Je suis d'accord. C'est le succès du Plan Monnet qui a montré que parce qu'on a réussi le premier Plan, ensuite on a découvert d'autres difficultés qui sont des difficultés heureuses, des difficultés de croissance. Ce que j'ai pu en somme constater c'est qu'autant d'une façon générale il y avait un grand esprit d'adhésion au premier Plan, autant tout cela s'est dissous au fur et à mesure que le temps passait. Je crois que là les méthodes d'élaboration du Plan sont à mettre en cause. Le Plan a été élaboré essentiellement par des commissions de techniciens, d'économistes, de financiers dont les mérites ne sont pas à discuter ici, mais il n'y a pas eu ces liaisons qui nous apparaissent nécessaires entre les forces vives de l'économie, c'est-à-dire aussi bien non pas les patrons des très grandes entreprises, mais des entreprises, disons moyennes, et le personnel de ces entreprises petites ou grandes, à l'élaboration des objectifs du Plan par des questionnaires sur ce qui paraît souhaitable, sur ce qui est possible, sur ce que l'on envisage de faire. Il n'y a pas eu, non plus, une fois que les Plans ont été étudiés et promulgués, de redescente des conclusions jusqu'aux entreprises et aux divers éléments qui constituent ces entreprises. Et, de fait, on n'a pas créé ce climat de consentement ou d'adhésion qui était possible dans le premier Plan, parce qu'on s'adressait à quelques centaines d'entreprises. Je crois que c'est cela une des difficultés à surmonter de la planification dans un pays tel que le nôtre dont on peut sou-

Les plans actuels peuvent-ils être pris au sérieux ?

qu'il s'agit de l'industrie des transports maritimes et que cette activité dépend beaucoup plus de la conjoncture internationale que de la situation intérieure du pays, et si je cite ce cas particulier, c'est précisément pour faire observer que ni M. Levard, ni M. Bauchet n'ont pris en considération, dans leurs analyses de planification, le problème des rapports économiques internationaux.

haïter d'ailleurs qu'elle se modifiera et qu'elle se perfectionnera. Dans l'état actuel des choses, la rapidité même des transformations, des réussites des Plans sont quand même assez largement fonction de l'adhésion spontanée des gens ; l'adhésion spontanée, elle est rare, il faut donc que cette adhésion devienne une adhésion réfléchie parce que l'on aura eu le souci des contacts nécessaires. A mon avis, c'est minimiser les possibilités que l'on doit dégager d'une planification que de la limiter à un ensemble de moyens d'investigations de la puissance publique pour connaître l'état d'une économie nationale à un moment déterminé. Il y a bien sûr cela à la période de l'analyse, mais il y a aussi l'utilisation des moyens d'impulsion que l'on peut avoir, et à cet égard, on a été aussi très largement déficient. Le Plan est resté beaucoup trop au niveau des états-majors et pas assez au niveau des exécutants. Je ne parle pas du tout ici des problèmes de nationalisation et des problèmes des entreprises privées, peu importe ceux-là, mais je dis que l'État a été très loin d'utiliser aussi fortement, aussi consciemment qu'il aurait dû, pour la réussite de ses Plans, la puissance financière considérable que lui donne le secteur nationalisé du Crédit. Autant on peut dire qu'on a réussi en matière d'équipement électrique, en matière de transports ferroviaires, autant on peut dire qu'on a échoué d'un point de vue financier parce qu'on n'a pas du tout utilisé les formidables atouts que l'on avait en main. Donc, d'une part, déficience quant à la diffusion des objectifs du Plan, d'autre part, déficience quant à l'utilisation des moyens très réels que l'on avait de forcer un peu la main en donnant des impulsions grâce aux moyens que l'on avait.

M. DEBATISSE. — Je m'exprimerai, je crois, dans le même sens que Levard. Je crois qu'il n'y a pas beaucoup de gens aujourd'hui à pouvoir remettre en cause l'opportunité ou l'utilité d'une planification mais j'en reviens à l'idée qui a été lancée par la C.F.T.C., l'idée de planification démocratique. Le problème essentiel qui nous est posé est celui-ci : comment peut-on faire participer les gens à l'élaboration de quelque chose, qui peut déjà paraître clair aux dirigeants ? Or chacun sait que cela n'est possible que si le plus grand nombre est associé à cette élaboration. Alors, il y a là, bien sûr, des problèmes difficiles. Comment peut-on, au niveau des différentes entreprises — je pense notamment aux entreprises agricoles ou commerciales dont un nombre important doit s'adapter ou sinon disparaître —, comment peut-on faire pour qu'il y ait une sorte de travail préalable qui soit mené, travail d'information, mais aussi travail à partir de questionnaires qui puissent poser les problèmes : par exemple, nous sommes dans un pays, la France (je raisonne toujours à partir de l'exemple agricole), quels sont les besoins et les possibilités de ce pays en matière alimentaire ? Si on vous assigne, en tant qu'agriculteurs, de nourrir quarante-deux ou trois millions de Français, cela veut dire qu'en gros vous devez produire tant de millions de quintaux de blé, tant de milliers de tonnes de viande, tant d'hectolitres de lait, etc... Cela suppose qu'à partir de ces données, vos entreprises s'adaptent ; il y en a, sans doute, un nombre beaucoup trop important. Comment envisagez-vous cette évolution indispensable

et comment concevez-vous que soient mis sur pied les instruments qui vont la permettre ? Je dirais qu'il faut obtenir une participation, en donnant simplement comme point de départ une grande ligne d'orientation possible : l'objectif qui est assigné est de nourrir 40 millions de Français et de participer à l'expansion générale économique. Ensuite de mettre, dans ce cas précis, les agriculteurs en face de leurs respon-

Dominique Boyer

Planification et libération des échanges : un problème non résolu.

sabilités : « Vous allez y apporter votre part, comment envisagez-vous l'adaptation de votre entreprise, pour atteindre cet objectif ? »

Ensuite, il est évident que cela suppose quelque chose de beaucoup plus long et peut-être de beaucoup plus difficile, il y aura un certain nombre de choix à faire par les respon-

sables, et là encore, il conviendra d'expliquer les décisions qui seront prises.

En ce qui concerne les moyens, c'est une autre question qu'a soulevée Levard, je crois que là aussi, on peut regretter notamment que dans le troisième Plan, il y ait eu un certain nombre d'orientations qui ont été données, sans que par ailleurs aient été fournies les possibilités de la mise en application. Je reprends toujours un exemple sur le plan agricole. On a dit, il faut faire moins de céréales et davantage de viande. D'accord, mais quels sont les moyens, notamment pour les investissements qui ont été donnés ; je crois qu'ils ont été pratiquement nuls. Vous vous souvenez sans doute qu'avait été envisagée cette fameuse idée, d'une prime de 15.000 francs par hectare réensemencé, idée qui, ensuite, a été complètement abandonnée ; il a été aussi envisagé de créer des maisons d'élevage pour favoriser cette orientation du troisième Plan. Tout cela n'a pas vu le jour. Comment voulez-vous que même un Plan, qui a été conçu comme celui-là, puisse être pris au sérieux ?

Je crois qu'il faudrait des moyens plus importants, lorsque les choses ont été librement consenties, et je serais plus exigeant dans la mesure où ce travail et cette adhésion préalable sont obtenus. Il faut, en ce qui concerne les moyens d'application, que l'on aille beaucoup plus loin à l'avenir.

D. BOYER. — Si vous le permettez, je reprendrai moi aussi les deux points soulevés par M. Levard, pour y introduire, sinon des correctifs, du moins certains compléments.

Tout d'abord, il a évoqué la nécessité d'un climat d'adhésion générale au Plan et à ses objectifs. Il est certain qu'à cet égard la situation était meilleure pour le premier et le second Plan qu'elle ne l'est pour les suivants. Cela tient en grande partie, je crois, de ce que les objectifs des premiers Plans étaient impératifs et accessibles à tous, qu'ils étaient exprimés en termes quantitatifs et que les réalisations en ont été très visibles : la remise en route des voies de communication, la réalisation de grands barrages, intéressaient tous ceux qui souffraient des difficultés de circulation et des coupures d'électricité.

Aujourd'hui, les progressions spectaculaires de ce genre sont plus rares et les besoins essentiels étant tout de même satisfaits, les projets intéressent les spécialistes plutôt que le public. Cependant, l'exemple du pétrole montre que les réussites spectaculaires, lorsqu'elles se produisent, sont de nature à impressionner les foules et, pourtant, le plan pétrolier conçu en marge des objectifs du Plan général français a été, on peut bien le dire, élaboré dans l'indifférence générale.

Je sais bien que M. Levard avait dans l'esprit une autre forme d'adhésion du public d'une nature différente. Ce qu'il a regretté de ne pas voir et ce qu'il souhaite constater dans l'avenir, c'est en quelque sorte l'adhésion du peuple à une grande entreprise menée au nom du peuple lui-même et matérialisée par des réalisations économiques très spectaculaires.

C'est, en effet, un autre problème, mais lié celui-là à une conception générale du Gouvernement, de ses méthodes d'information et de contact avec la population.

L'Etat dispose de nombreux moyens d'action

En second lieu, M. Levard a fait état des importants moyens d'action de l'Etat vis-à-vis des entreprises privées et regretté que le Gouvernement n'en ait pas tiré tout le profit possible au cours des dernières années. A mon avis, l'Etat a certes de très grands moyens d'action qu'il n'a pas utilisés au mieux dans le passé, mais je ne crois pas que l'exemple du crédit indiqué par M. Levard soit très bon. En effet, dans toute la mesure où du crédit à long terme pouvait être obtenu, il me semble qu'il a vraiment été distribué en fonction de la réalisation du Plan, en tenant le plus grand compte des programmes d'équipement à réaliser.

Ceci est vrai, aussi bien du crédit à long terme (emprunt ou prêt d'organismes spécialisés) que du crédit à moyen terme distribué par les banques. Evidemment, les sommes en cause ont été, pendant cette période, très insuffisantes pour le bon équilibre des programmes de financement et cette insuffisance a été l'un des freins les plus sensibles à l'expansion économique ; mais dans la mesure où du crédit a été distribué, il est honnête de dire que cette distribution a été faite avec le souci de favoriser avant tout la réalisation du Plan.

Ceci m'amène à souligner que l'octroi de prêts ne suffit pas pour que des entreprises privées responsables de leur gestion se conforment au plan qui leur est assigné et s'équipent dans le sens où on veut les voir s'équiper. Pour un entrepreneur privé, il ne suffit pas d'avoir les moyens de réaliser un investissement, il faut surtout s'assurer des moyens de rembourser l'endettement qui résulte des crédits dont on est le bénéficiaire, et c'est ici qu'intervient la notion de la rentabilité des entreprises et de la rentabilité des investissements nouveaux à l'intérieur des entreprises. Je pense que c'est dans ce domaine que les nombreux moyens d'action de l'Etat sur les entreprises n'ont pas été suffisamment utilisés dans un sens positif ou dans un sens négatif. On n'a pas suffisamment recouru aux procédés permettant de diminuer la rentabilité de certaines formes d'entreprises par rapport à certaines autres, ou plutôt d'éviter que certaines formes archaïques d'entreprises conservent une rentabilité artificielle. Dans l'autre sens, on ne s'est pas servi, comme on l'aurait pu, de mesures constituant des incitations à investir en vue d'améliorer la rentabilité. Je parle ici bien entendu d'un système économique où il subsiste des entreprises libres, c'est-à-dire des chefs d'entreprises libres mais responsables de leurs décisions ; dans un tel régime, je suis persuadé que beaucoup de mécanismes économiques auxquels on ne pense pas de prime abord sous l'angle de la planification, constituent des freins considérables à l'investissement, tandis que d'autres qui ne sont pas utilisés à cette fin représentent des incitations à investir très efficaces.

Pour ne citer qu'un exemple, l'augmentation considérable des charges sociales en France, c'est-à-dire des charges qui s'ajoutent au salaire direct, a été pour beaucoup dans l'orientation des petites et moyennes entreprises vers un équipement plus poussé. L'heure de travail revenant de plus en plus cher, il apparut nécessaire, même aux chefs d'entreprise les moins enclins à le faire, qu'il fallait s'équiper pour obtenir les mêmes résultats avec moins d'heures de travail. Ce n'est certes pas pour cela que les charges sociales ont été augmentées, mais cela a été une conséquence certaine de cette augmentation. Je suis persuadé qu'en cherchant dans cette ligne on trouverait beaucoup de domaines où l'Etat dispose de moyens d'action qu'il n'utilise pas, ou qu'il utilise mal.

P. BAUCHET. — Je ne reprendrai pas les deux points de M. Levard puisqu'ils ont déjà été largement commentés, mais soulignerai qu'il faut bien séparer le problème de l'association des masses à la préparation détaillée d'un plan et leur appui à ses grands objectifs. On n'élaborera jamais un plan par référendum. On pourra faire approuver l'œuvre commune de divers représentants et faire suivre avec précision son exécution. C'est un premier point. Pour les moyens d'exécution, peut-être, faudrait-il dépasser le débat ? Les moyens d'exécution d'un Plan ne sont finalement que les moyens que le Gouvernement donne à sa politique économique. On a, pour l'exécution du Plan, utilisé tant bien que mal les moyens disponibles : je ne suis pas sûr qu'il y en ait eu suffisamment, je ne suis pas sûr que le Gouvernement ait voulu en avoir davantage, je ne suis pas sûr même que l'opinion populaire ait voulu en donner plus.

Le contexte international

Par ailleurs, une réflexion de M. Boyer me paraît très importante : l'internationalisation des décisions des grandes firmes, l'ouverture des frontières et le mouvement d'internationalisation du capitalisme posent, du point de vue du Plan, des problèmes neufs et, me semble-t-il, très difficiles à résoudre.

M. Boyer a évoqué le cas du pétrole. Le pétrole est une branche sur laquelle le Plan a eu peu d'influence, dans la mesure où les décisions principales en cette matière ne sont pas prises sur le plan national. Or nous allons vers de nouvelles formes d'entreprises internationales qui prendront des décisions supranationales. Les planifications des nations risquent donc d'avoir de moins en moins de prises sur un certain nombre de branches intereuropéennes ou intercontinentales. Il faudra créer des structures nouvelles capables précisément d'assurer entre les différentes branches, au niveau international, où sont prises les décisions, une coordination.

D. BOYER. — Un mot seulement pour rectifier ce qui pourrait être une mauvaise interprétation de l'allusion que

j'ai faite tout à l'heure à la recherche du pétrole. Cette recherche, en France, a été menée en vertu d'un plan et sous l'impulsion de l'autorité de tutelle et la réussite de ce plan doit être mise à l'actif d'une certaine méthode de planification, même s'il s'est agi d'un plan un peu extérieur au plan général de modernisation et d'équipement.

Mais cette planification ayant abouti aux résultats cherchés, c'est-à-dire à la découverte du pétrole, se pose le problème de la mise en exploitation de cette découverte ; la première série d'opérations était incontestablement menée, tout au moins à l'origine, sur le plan national, mais la réussite même de cette entreprise pose des problèmes qui revêtent un caractère international certain, compte tenu de ce qu'est le monde aujourd'hui et de ce qu'est la position économique de la France dans le monde.

G. LEVARD. — M. Bauchet à l'instant et dans la première partie de sa dernière intervention a fait un peu la philosophie du Plan. Un plan est d'abord un ensemble d'objectifs qu'on essaie de faire raisonnables et rationnels. Mais un plan qui reste simplement à l'état d'objectifs peut satisfaire un bureau d'études, mais n'oublions pas que pour nous la planification n'est pas une fin en soi, il s'agit de définir des buts qu'une nation se donne sur le plan économique en fonction d'objectifs sociaux notamment. De là, ce qu'il faut demander à une nation moderne, c'est bien sûr d'avoir la meilleure méthode possible d'élaboration d'un plan qui soit utile et valable pour un certain nombre d'années, sachant d'ailleurs bien qu'il faudra y mettre de la souplesse au fur et à mesure que les événements se dérouleront, car le propre d'une conjoncture est d'être variable, changeant parfois de manière inattendue. Mais ce que l'on doit considérer comme très regrettable, c'est qu'ayant défini un plan, ayant pratiquement un grand nombre de moyens pour le mettre en œuvre, on n'utilise pas ces moyens. On passe alors du domaine purement technique au domaine politique. Passant donc du domaine technique au domaine politique, on doit considérer que le problème des moyens joue un rôle considérable. Je crois qu'il faudrait utiliser avec quelques précautions le vocabulaire usuel. A mon sens, on aurait intérêt à garder le mot planification vraiment pour les études d'ensembles touchant l'équilibre national. Un exemple qui n'est qu'une anecdote ; il y a quelque temps lisant une revue allemande, je trouve un titre très alléchant : « Un moyen très important de planification ». Je lis l'étude — et cela intéresse notre ami Debatisse — et je vois qu'en Allemagne, — grâce d'ailleurs à Napoléon ou depuis lui, on a créé un cadastre, ce qui permet de savoir ce que sont les terres, leur étendue, leur surface et leur vocation. Si on en reste là pour faire de la planification, personne ne peut être satisfait à moins d'être vraiment très peu exigeant.

Donc planification pour une économie nationale. Il est certain maintenant que les questions tendent à s'internationaliser. Faut-il, pour autant, abandonner l'idée d'un plan à l'échelon national ? Nous ne le croyons pas le moins du

monde, car, précisément, parce que nous avons conscience qu'un certain nombre de problèmes risquent d'échapper à une unique appréhension nationale, il est nécessaire d'être d'autant plus précis et plus ferme dans l'action, à propos des domaines qui restent vraiment les nôtres. Il est sûr que la libération des échanges va modifier assez profondément les courants commerciaux, que si la qualité moyenne de notre industrie est inférieure, compte tenu d'un niveau de prix, à la qualité moyenne d'un pays concurrent, nous ne résisterons pas. C'est pourquoi, dans une planification actuelle, il faut non seulement se livrer à l'analyse de la situation intérieure d'un pays déterminé, mais aussi connaître aussi précisément que possible ce qui se fait ailleurs et en particulier, nous voyons bien que nous avons besoin de développer considérablement, beaucoup plus que dans une autre conjoncture internationale, toute notre industrie des moyens de production.

Planification et politique du crédit

Or, je reproche que je fais actuellement à la planification française, telle qu'elle a été conçue, c'est qu'on a cru que l'on utilisait tous ces moyens parce que le Conseil National du Crédit, parce que les banques orientent leur crédit en fonction de critères qui leur sont donnés. Or, il est certain que les banques ont reçu des critères, mais qu'ensuite, dans l'attribution personnelle des crédits, elles s'inspirent bien souvent de préoccupations différentes.

D. BOYER. — Je dois vous faire remarquer que vous parlez là du crédit à court terme dans lequel les banques conservent la plus large initiative, sous réserve de limitations globales, mais que ce n'est pas avec de tels crédits que les entreprises peuvent valablement réaliser des investissements, c'est-à-dire contribuer ou ne pas contribuer à la réussite du Plan. En ce qui concerne les crédits attribués précisément pour financer des investissements, comme je le disais tout à l'heure, l'Etat a d'ores et déjà les moyens très efficaces d'en régler l'emploi et les banques ne peuvent pas s'écarter beaucoup des règles qui leur sont tracées.

G. LEVARD. — J'entends bien et c'est pour cela que l'on a commis une erreur en imaginant que le crédit était distribué uniquement par les banques. Il y a actuellement des secteurs très prospères, dont celui des assurances, qui font des investissements à long terme et dans l'ignorance la plus totale, je ne veux pas dire dans le mépris le plus absolu, des impératifs du Plan. Or, on a laissé échapper là des dizaines et des dizaines de milliards qui auraient pu être utilisés d'une façon plus opportune. Je ne veux pas m'étendre de trop, mais pour dire qu'on sent bien qu'il y a des corrélations très étroites dans un pays où tous les problèmes ont tendance à se généraliser, on parle peut-être moins maintenant de problèmes globaux, d'économie globale, c'est pourtant à propos de planification qu'il faudrait utiliser ce vocabulaire. Or à partir d'expériences précises nous avons fait un certain

nombre de critiques qui ne nous ont pas le moins du monde détournés de la planification. Elles nous ont donné le désir de combler des lacunes, de voir ce qu'il faudrait faire pour que la population soit plus à même de comprendre et ensuite de mieux réaliser. Nous voyons bien que les problèmes d'une planification dans un pays à l'économie très évoluée, dans un pays qui est pris dans un contexte international, c'est qu'il est absolument indispensable de songer, et c'est très sérieux, aux problèmes des relations entre la production, donc la démocratie économique, la planification démocratique, comme nous disons, et la direction politique, c'est-à-dire la démocratie politique. Or, nous sommes là à la jonction d'un certain nombre de problèmes qui sont des problèmes d'aujourd'hui et surtout de demain. L'homme est à la fois citoyen, producteur et consommateur, il convient de mettre dans une synthèse harmonieuse une hiérarchie entre ces divers aspects de la personne humaine.

Qui doit participer à l'élaboration du Plan ?

M. DEBATISSSE. — Je suis bien d'accord qu'il est nécessaire de dissocier, ce qui est l'appui des masses populaires et le soutien qu'elles peuvent apporter à un plan, à l'élaboration de ce plan. Je crois tout de même que le problème fondamental est de savoir : comment va-t-on faire pour que le maximum d'hommes participent à l'élaboration du Plan. Dans le débat que nous avons eu ici, nous n'avons pas vraiment répondu à cette question. Dans l'exemple du pétrole qui a été pris, il y a un certain nombre d'hommes qui dirigent et pensent, et ensuite, on demande l'adhésion des Français. Pour reprendre ce même exemple du pétrole, si l'on avait su, au départ, démontrer, que l'indépendance du pays, que la satisfaction de ses besoins étaient incomplètes parce que lui-même n'avait pas l'énergie, les gens eux-mêmes auraient souhaité et agi en conséquence, c'est-à-dire, fait des pressions nécessaires pour qu'un effort financier et des recherches soient entrepris pour obtenir cette énergie. Vous me direz, le résultat a été le même. Je suis tout à fait d'accord, mais c'est là le point essentiel de notre discussion.

Il s'agit de savoir dans un pays comme le nôtre comment assurer cette participation des hommes. Va-t-on leur demander simplement, lorsque les choses ont été élaborées, leur appui, leur soutien ? Alors, dans cet ordre d'idées, sur le plan agricole : quelle est la place de l'agriculture dans un pays ? Il est évident que nous disons qu'il n'est pas question d'envisager que le problème soit résolu, sans que le pouvoir politique ait pris un certain nombre de décisions, sans qu'il y ait un plan qui soit élaboré qui va déterminer les besoins de ce pays, les moyens que l'on va prendre pour qu'un certain nombre de producteurs évoluent pour produire ce qu'on leur demande et participent à tout l'effort du pays.

Georges Levard

Pierre Bauchet

Les relations entre production et direction politique : le cœur du problème.

P. BAUCHET. — Nous ne pouvons qu'être d'accord avec l'intervention de M. Debatisse ; il y a assurément là un problème central qui est d'arriver à faire participer d'une certaine façon les masses à l'élaboration, de leur faire approuver les grands objectifs d'un plan sans pour autant tomber dans une espèce de corporatisme de secteurs et d'intérêts particuliers qui empêcherait précisément la réalisation du Plan.

D. BOYER. — En somme, nous en revenons à ce problème de provoquer l'adhésion générale aux objectifs du Plan. Il faut distinguer l'accord général de l'ensemble du pays aux objectifs globaux du Plan, que ceux-ci soient exprimés en termes quantitatifs ou sous forme d'indications de

tendance et d'autre part, le soutien agissant à l'intérieur de chaque branche d'activité, de tous ceux qui en font partie ; il serait souhaitable que tous ceux qui participent au travail dans une branche économique, patrons, cadres, personnels, aient une connaissance meilleure des objectifs assignés à cette branche au sein de l'effort économique général du pays.

Pour obtenir l'adhésion consciente de tous et notamment de ceux qui n'ont pas jusqu'à présent pris part aux décisions qui sont prises à l'intérieur de chaque entreprise, il y a beaucoup de progrès à faire dans notre pays. Nous sommes tous d'accord pour espérer que de tels progrès seront faits.

L'ASSOCIATION DE L'EUROPE ET DE L'AFRIQUE

LES Européens dispersés dans leurs Etats commencent à s'apercevoir que les plus grands événements de ce siècle sont en train de se passer en dehors de leur continent. Qui eût osé affirmer, en 1918, qu'il y avait dans le monde des événements plus importants que le règlement européen du conflit mondial ? Et pourtant, déjà, les Etats-Unis avaient marqué de façon décisive leur empreinte à l'élaboration de la paix..., cependant que la Russie, tournant le dos à l'Occident, s'attaquait à une expérience que l'on eut tort de juger passagère.

Certes, en 1945, les membres des patries européennes ont été tenus à plus de modestie et beaucoup se sont souvenus des lignes prophétiques de Paul Valéry prédisant à l'Europe désunie la tutelle d'une commission américaine. Toutefois, comme par la force de la routine, le rôle de l'Europe, son avenir, continuaient à représenter une préoccupation fondamentale de la politique internationale.

Cependant, il y avait ailleurs un autre problème capital du XX^e siècle : la prise de conscience d'eux-mêmes par les peuples colonisés, dominés et qui devenaient comme l'enjeu majeur de la lutte entre l'Est et l'Ouest.

Alors que l'Europe aurait dû s'unifier dans un sursaut si elle ne voulait point connaître le sort des terres soumises au totalitarisme communiste, elle restait divisée et sans pouvoir d'attraction. Sans doute, les traités de paix avec l'Italie et l'Autriche sont un début du règlement européen. Mais le passif est lourd : le rideau de fer, la domination communiste et l'armée rouge à Budapest et à Berlin. Le tout confirmé par la note du 28 octobre 1958 sur la capitale allemande et sur laquelle l'U.R.S.S. n'est pas revenue.

Face à ce tragique bilan, la construction européenne est-elle beaucoup plus qu'un espoir ? Quelques dates comme le 9 mai 1950, le 25 mars 1957, les traités de Rome, jalonnent un lent cheminement... Mais quand donc arrivera-t-on au but ?

En regard, on ne sait comment suivre l'évolution rapide des événements qui marquent le processus de décolonisation. L'Asie tout entière s'est libérée de la tutelle européenne : les Indes en 1947, l'Indonésie, le Vietnam, la Chine passée au communisme en 1949. Les Européens ne restent qu'en quelques points-repères, témoins d'une époque révolue. Pour l'Afrique, le mouvement est plus rapide encore. En 1939, seul le Libéria jouissait d'une indépendance nominale. Depuis 1945, l'Afrique se décolonise à une rapidité prodigieuse. 1960 verra une nouvelle étape de cette émancipation et l'heu-

re n'est sans doute pas tellement éloignée où l'on sera parvenu au point final de ces mutations.

Le 10 novembre dernier, le général de Gaulle a fait allusion à ce grand vent de l'Histoire, à ce mouvement d'émancipation des peuples que, pour ma part, j'estime être le fait capital de notre époque. Le constater n'est d'ailleurs pas le juger. Pour ce faire, il faudrait savoir s'il conduit en même temps les peuples au sens de l'appartenance à une communauté humaine universelle ou bien s'il les achemine vers l'individualisme collectif forcené des nationalismes. Dans le premier cas, il est permis de se réjouir sans réserve ; dans le second, il est à prévoir que toutes ces têtes révoltées seront coiffées par un totalitarisme sans doute inhumain, mais qui se prétendra seul apte à répondre à l'aspiration générale des hommes à la Paix.

Qu'enseignent les premiers moments de cette aventure ? Sous l'effet d'une pression démographique très forte, les nouveaux Etats s'orientent vers la mise en valeur de leurs ressources et vers une recherche d'un niveau de vie meilleur. Les moyens leur manquent. Une paupérisation réelle accompagne donc souvent l'émancipation, et les nations prolétaires, au sens étymologique du terme, commencent alors dans l'amertume à jouer dans la politique internationale un rôle ambigu, souvent trouble, annonciateur de grandes déchéances.

C'est dans cette perspective historique qu'il faut placer l'Association entre l'Europe et l'Afrique. L'Europe qui cherche à s'unir, l'Afrique qui s'émancipe, sont-elles condamnées à rejeter l'une sur l'autre les responsabilités de leurs déficiences ? Est-il permis d'espérer au contraire, de la part de l'Afrique, de la part de l'Europe, un choix qui ouvre à l'une et à l'autre une possibilité de progrès et de coopération ?

En dépit de ses hésitations quant à la route à suivre, l'Europe a une conscience profonde de son destin.

Quel sera le choix de l'Afrique ?

PAR contre, se réveillant depuis un long sommeil, l'Afrique s'interroge sur elle-même !... Or, le choix de l'Afrique influencera l'histoire politique du XX^e siècle. L'Afrique choisira-t-elle de poursuivre avec l'Europe, sous une nouvelle forme, une coopération fondée sur une Association librement consentie, remplaçant les anciens liens de subordination ou préférera-t-elle la magie des formules soviétiques ou l'apparente facilité de l'entrée dans l'hémisphère américain ? Ces choix, qui

d'ailleurs, ne sont pas sans variantes — et l'on imagine volontiers que l'exemple du Moyen-Orient fournit des précédents — sont entre les mains des Africains. Il est toujours plus tentant de s'orienter vers une formule que l'on connaît mal, mais prestigieuse dans ses mythes, que vers la continuation de ce qui a été ou même vers une novation que l'on craint de retrouver trop semblable à un passé récent.

Le mythe de la soviétisation marxiste, le bond en avant de la Chine populaire, le succès de la science et de la technique soviétiques, la réussite économique fondée sur un socialisme autoritaire, séduisent les hommes d'Etat des pays neufs pressés d'arriver à un résultat par leurs propres moyens. On comprend leur tentation, qui d'ailleurs a été partagée par tellement d'Européens au lendemain de la guerre. Mais les conditions d'évolution de l'Afrique, et singulièrement des jeunes Etats de l'Afrique tropicale sont essentiellement différentes de celles de l'U.R.S.S. L'U.R.S.S. a hérité d'une Russie dont l'infrastructure industrielle était au moins partiellement créée, et dont on prévoyait déjà qu'elle deviendrait l'une des deux grandes puissances du XX^e siècle. Le succès de l'U.R.S.S. est moins surprenant que ne l'eût été son échec. Quant à la Chine, riche en hommes, en techniques, en savoir, en ressources naturelles, nul ne peut encore dire si le socialisme est pour elle le coup de fouet qu'il prétend être.

Les Etats africains, insuffisamment peuplés, sans techniciens, sans infrastructure industrielle solide, à la merci d'une ou de deux exportations, se présentent dans une situation très différente. L'aide en techniciens, en machines, en capitaux leur est nécessaire. Si cette aide vient de l'Est, c'est-à-dire, sans aucune condition politique, suivant les déclarations des Soviétiques, le danger n'en est que plus grand. L'homme africain émancipé par la culture occidentale, libéré politiquement, serait broyé par les rouages inexorables de la machine soviétique.

Le mythe de l'isolement splendide appuyé sur l'aide américaine n'a pas beaucoup plus de consistance. Certes, les ressources américaines en techniciens et en capitaux peuvent permettre ici et là des succès intéressants. Certes, les Etats africains, exportateurs de matières premières, peuvent gagner des dollars et les utiliser directement. Mais les chiffres condamnent ce raisonnement simpliste. Les anciennes métropoles, les pays manufacturiers d'Europe demeurent leurs premiers clients, comme à l'inverse, les pays d'Amérique latine sont les premiers fournisseurs des Etats-Unis. Croire que les circuits économiques se dissoudront pour faire place à une entrée plus complète des Etats d'Afrique dans la zone dollar est une chimère.

D'ailleurs, ce mythe recouvre une fausse appréciation des événements. Opter pour les Etats-Unis ne peut signifier opter contre l'Europe. Spirituellement, aussi bien qu'économiquement, l'Europe et l'Amérique sont solidaires et unies, même si, politiquement, la conjoncture veut que l'on trouve une faille entre certaines de leurs attitudes.

Les élites africaines pensent que pour elles, l'option

capitale est l'option en faveur d'une culture universelle, d'un humanisme réellement libéré et d'un effort pour plus de justice et plus de dignité humaine. Les Africains formés à notre contact savent combien la recherche de l'Europe est sincère même si elle a été parfois viciée par les nationalismes ou les impérialismes. L'universalisme de l'Europe a ouvert les esprits, son humanisme magnifie les caractères et sa soif de justice est le garant du progrès social. Telle est la raison fondamentale pour laquelle l'Europe a des chances de voir les Africains préférer une Association avec elle aux mythes dont on les tente. Pour eux, en matière d'Association, choisir l'Europe serait choisir l'Afrique.

Mais à ces raisons fondamentales viennent s'ajouter aussi des motifs concrets. L'Europe est le meilleur client mondial de matières premières ; elle est riche en techniciens, en universités. Elle ne ferme aucune porte, bien au contraire, elle permet d'en ouvrir, en toute sécurité, sur les deux super-grands. Consciente de ses devoirs en-

Aujourd'hui — les résultats de la décolonisation européenne y ont contribué — nous sommes sortis de la négation pour aborder, avec vous, Européens, la période de la construction. Nous pensons, maintenant, que la Civilisation de l'universel est, selon la belle expression du poète Aimé Césaire, « au rendez-vous du donner et du recevoir ». Bien sûr, nous savons que nous avons à donner au monde un message que nulle autre race ni continent ne peut donner. Mais nous savons que nous avons beaucoup à recevoir de vous, que nous avons beaucoup reçu de vous, vieille Europe. Le fait colonial est désormais derrière nous, pour la plupart — pas encore pour tous, il est vrai. Il ne s'agit plus de le ressasser, ni de l'oublier au demeurant. Il s'agit d'en discerner les erreurs pour les réparer, les apports positifs pour les fortifier. Il s'agit de réaliser, comme le préconisait Frobenius, « un accord conciliant » de civilisations complémentaires.

Notre but à nous, les colonisés d'hier, n'est pas d'abolir le fait colonial, de rompre nos relations historiques avec l'Europe ; notre but est de les transformer sur la base de l'égalité et de la solidarité. L'Histoire ne peut s'abolir : on ne peut — ni vous ni nous — se réaliser contre l'Histoire. D'autant que vous, Europe, et nous, Afrique, nous sommes complémentaires sur le double plan de la géographie et de la culture.

Léopold Sédar SENGHOR.

vers les pays en voie de développement, elle peut rappeler que c'est grâce à ses capitaux que l'U.R.S.S. a pu hériter d'une solide infrastructure, et que les Etats-Unis et les principaux pôles de développement du monde libre sont issus d'elle-même. Son passé témoigne qu'elle peut apporter dans l'avenir une contribution d'autant plus grande à l'Afrique qu'elle en sera l'associée.

Le sens du dialogue Europe-Afrique

AU choix de l'Afrique doit correspondre un choix de l'Europe. Pour des raisons sentimentales et politiques, certains pays d'Europe désirent cette association. Des motifs économiques renforcent ce point de vue. Mais d'autres contestent l'utilité de ce lien privilé-

gié. Gros client en matières premières, l'Europe sera aussi nécessaire au producteur que ce dernier ne l'est pour elle. Aucune raison strictement économique n'est suffisante pour commander à l'Europe une association avec l'Afrique.

Les motifs stratégiques sont plus réels, mais demeurent contestés. L'Afrique, disent les uns, est le flanc garde du « ventre mou » de l'Europe. Mais d'autres minimisent le danger de la subversion communiste. Ils pensent qu'à contrecarrer cette dernière, on l'attire ; au surplus, ils ne croient pas à l'efficacité des contre-mesures.

En vérité, il faut abandonner le plan des utilités immédiates et dans la grande confrontation de notre époque, se situer résolument au niveau des grandes vocations historiques. Qui, connaissant l'Afrique, ne conviendra qu'elle peut, et peut-être seule, permettre à l'Europe de rester fidèle à sa mission d'universalisme et d'autre part, enrichir de valeurs humaines nouvelles le patrimoine non seulement européen, mais universel. L'Europe a donné sa dimension au monde. Elle trahirait son rôle si elle ne permettait pas aux Africains d'apporter leur indispensable contribution à l'avenir de l'Homme. Ainsi que nous l'avons proclamé au Congrès de Cannes : « Dans la grande maïeutique de la Civilisation, l'Europe a toujours joué le rôle de levain. Peut-elle aujourd'hui refuser le dialogue avec l'Afrique sans se détruire elle-même ? »

Passant au plan de la conjoncture, on peut affirmer que l'association entre l'Europe et l'Afrique est de nature à apporter une contribution positive importante à la détente internationale. Même si, dans ce mariage, ce ne sont pas les raisons de défense qui sont les principales, en établissant des liens étroits entre les deux continents, on crée un facteur de stabilité politique et économique. La détente, pour ne pas être un jeu de dupes, doit reposer sur un état de fait solide. Tant vaudra l'unité de l'Europe et son association avec l'Afrique, tant vaudra la détente. La coexistence pacifique dont il est si souvent parlé ne se conçoit que dans la perspective d'un développement en commun.

Au moment où l'on se perd dans la forêt des sigles des organisations européennes, qui ne souhaite voir l'Europe assumer cette tâche, et l'Europe la plus nombreuse, la plus large possible. Mais ce doit être aussi l'Europe de la volonté et, à cet égard, il faut bien reconnaître que c'est actuellement la Communauté Européenne qui en est l'élément le plus dynamique et paraît le plus propre à préfigurer cette association.

Du côté de l'Afrique, il faut faire appel à la bonne volonté. L'association, me semble-t-il, ne doit pas se limiter à certains territoires, certains Etats, favorisés par leurs relations avec tel ou tel Etat européen. L'association doit être véritablement ouverte et n'être, en quelque sorte, fermée qu'à ceux qui refusent l'accord. Il faut un commencement, et les Etats et Territoires associés à la Communauté Européenne représentent ce commencement. Mais l'intérêt de tous est que, bien vite, viennent les rejoindre les autres Etats d'Afrique acceptant les mêmes solidarités.

En ces matières, on ne peut se garder de l'impression qu'il y a, de la part des Européens, beaucoup d'espérance vague, de « wishful thinking ». On souhaite l'association de l'Europe et de l'Afrique parce qu'on la croit bonne, mais est-on décidé à voir comment la favoriser dans les faits ? L'Association parlementaire Europe-Afrique a pour mission de concrétiser le vœu général. Elle le fait en montrant aux Européens ce qu'est l'Afrique, qui sont les Africains, ce qu'ils attendent de l'Europe. Aux Africains, elle ouvre une tribune, suscite de son mieux leur propre prise de conscience et favorise leurs rapports directs avec des hommes politiques européens. En un mot, elle a mission d'ouvrir le dialogue.

Il faudra, bien entendu, aller plus loin. Il faudra, avec les Africains, avec les Européens, faire pour l'association de l'Europe et de l'Afrique ce qu'en sens inverse la Conférence de Berlin a fait pour la colonisation de l'Afrique à la fin de XIX^e siècle. Il faudra en commun déterminer les urgences, prévoir l'implantation en Afrique de pôles de croissance, définir les tâches de leur constitution, répartir les risques, préparer en un mot une politique commune de l'ensemble économique de l'Europe et de l'Afrique. Pour en arriver là, un choix préalable aura dû être fait. Nous sommes aux balbutiements de cette opération politique fondamentale des Européens et des Africains.

L'histoire du XX^e siècle va-t-elle s'écrire sur le thème d'une opposition manichéiste entre peuples possédants et peuples prolétaires ? En dépit de l'aide aux pays sous-développés, du « josphisme » international cher à M. Buron, l'écart entre les deux mondes va-t-il s'accroître pour devenir la grande réalité politique de l'avenir qui laissait pressentir le général de Gaulle dans sa dernière conférence de presse ? Ou bien, au contraire, tournant le dos à des susceptibilités froissées, aux rancœurs, aux méfiances, les peuples d'Afrique et d'Europe vont-ils réussir la grande œuvre de fraternité que leur propose l'association ? Je crois fermement que le destin de l'Europe comme celui de l'Afrique dépendent d'une réponse affirmative à cette question.

Lorsqu'au terme de deux siècles de colonisation, l'Amérique espagnole s'est émancipée, le « libertador » n'a pu réaliser qu'une partie de son ambition. Rejetée la tutelle espagnole, l'Amérique espagnole ne risquait-elle pas de sombrer dans l'anarchie ? Bolivar n'a pu convaincre les Congressistes de Panama et l'ancien empire, divisé, enfermé dans ses réalités, n'a pas joué dans le monde le rôle que l'on attendait.

L'Afrique ratra-t-elle son émancipation ? Restera-t-elle repliée sur elle-même, divisée, finalement en jeu et proie des impérialismes ou, au contraire, saura-t-elle par son association avec l'Europe se développer dans la liberté ? Ne doutons pas que la réponse appartienne pour une grande part aux Européens. Il dépendra d'eux que l'histoire soit « en procès », que l'histoire ratifie l'association des deux continents. Et d'abord, qu'elle dise s'ils ont su oui ou non faire leur propre unité.

Rémy MONTAGNE.

« Il n'est pas vrai que la politique soit de l'ambition toujours : c'est la petite qui est de l'ambition, la grande est du dévouement. »

LAMARTINE.

QUAND MARC SANGNIER DÉFINISSAIT LA DÉMOCRATIE

A un moment où journalistes, juristes, politiques, philosophes s'interrogent sur la situation et les perspectives d'avenir de la démocratie en France, nous avons cru opportun de rappeler les bases sur lesquelles le fondateur du « Sillon », qui consacra tout son temps, toutes ses forces, toute son intelligence à servir la liberté et la justice, fonda ses conceptions démocratiques. 1960 sera l'année du dixième anniversaire de la mort de Marc Sangnier. Puisse le souvenir de son action généreuse et courageuse aider les démocrates à surmonter leurs inquiétudes ou leur désarroi et à orienter leurs réflexions et leur combat.

Marc Sangnier ne définit pas une doctrine démocratique qui devait apporter des solutions toutes faites à chaque problème. Pour lui : « La démocratie s'élabore petit à petit, et c'est une utopie — ce fut celle de nos révolutionnaires de 1789 — d'espérer construire une société de toutes pièces. La société, au contraire, comme les êtres vivants, obéit à des lois, si bien qu'après la grande crise de la Révolution, la démocratie ne peut s'organiser qu'à travers des bouleversements et des évolutions successives ; c'est une plaisanterie que d'essayer d'imposer à un pays les cadres tout faits d'un intellectualisme, si vivant soit-il. » (1)

L'action démocratique procède tout d'abord d'un double sentiment : un sentiment douloureux de l'inégalité excessive des conditions humaines, et ensuite le désir d'y remédier par une ascension progressive des classes inférieures vers plus de justice sociale, plus de dignité humaine, plus de bien-être intellectuel, matériel et moral.

Le sentiment démocratique lui paraît reposer sur une double constatation.

La première : l'antagonisme des classes riches et des classes pauvres. Il existe des hommes dont la situation est telle qu'ils peuvent vivre dans l'opulence sans fournir aucun travail — ce qui est déjà grave — et dont une partie, en fait, mène une existence de luxe et de plaisir, et qui ne travaille pas, — ce qui est souverainement irritant —. Il existe, d'autre part, des hommes qui, au lieu de vivre dans la paix de l'âme, d'un travail digne et convenablement rémunérateur, s'épuisent et se meurent à petit feu d'un travail dégradant, dégradant d'abord parce qu'il ne leur laisse ni le temps, ni la liberté d'esprit nécessaires pour satisfaire aux légitimes réclamations de leurs intelligences et de leurs cœurs — dégradant ensuite parce qu'il ne leur procure pas la rémunération suffisante pour vivre d'une existence conforme aux justes revendications de la dignité humaine.

La seconde est une constatation historique.

(1) Discours prononcé à l'Alcazar d'Italie, 26-11-1903 - tome I - page 162.

C'est un fait historique que l'ascension continuelle des classes inférieures vers un affranchissement progressif des servitudes qui pèsent sur elles, et c'est ce fait que l'on appelle habituellement le fait démocratique. Or, il s'agit de savoir si elle ne procède pas d'une force toujours vivante et toujours agissante qui pousse le prolétariat moderne vers un lendemain réparateur des injustices qu'il souffre aujourd'hui. Il s'agit de savoir s'il est bon et s'il est juste de pousser le prolétariat dans cette nouvelle ascension, s'il est bon et s'il est juste de le stimuler à le réaliser lui-même par ses énergies propres.

« Quiconque répond oui, est démocrate dans le sens le plus général du mot », affirme Marc Sangnier.

Il constate alors qu'on propose plusieurs moyens pour favoriser l'ascension des classes inférieures.

Les libéraux estiment que l'équilibre social réside dans le fait que chacun poursuit, avec toute l'énergie dont il est capable, la satisfaction de son intérêt individuel. Il n'y a qu'une loi sociale : la concurrence. Les travailleurs n'ont donc qu'à compter sur eux-mêmes ; s'ils prétendent à une amélioration de leur sort, qu'ils s'arrangent de façon à peser plus lourd dans la balance de la concurrence.

Pour les socialistes révolutionnaires, le moyen est la lutte des classes et l'action directe. Ils méprisent l'appui des autres classes et le secours de la protection légale. Ils sont disposés à s'approprier, même par la violence, les instruments de production.

Marc Sangnier repousse ces deux méthodes ; la première aboutit à l'écrasement du faible par le fort ; la seconde entretient la lutte des classes. L'une et l'autre lui apparaissent incapables à réaliser la justice sociale.

Se garder de la superstition des mots et des formules

Au fil des années, il précise sa propre conception de la démocratie. Il écarte d'abord les définitions qui lui apparaissent extérieures, insuffisantes ou illusoire.

Beaucoup de gens considèrent comme démocratique, toute réforme qui tend à améliorer la situation matérielle du prolétariat, ou à assurer une vie moins pénible à la partie la plus pauvre de la population. Si l'on organise des œuvres sociales, beaucoup de gens disent : « Voilà des institutions démocratiques. » Il nous paraît d'ailleurs que ce soit aujourd'hui l'opinion dominante.

Marc Sangnier reconnaît là que ce sont des institutions nécessaires, mais non suffisantes.

« Gardons-nous de la superstition des mots et des formules. On n'est pas démocrate parce que l'on s'occupe d'œuvres sociales ; on est démocrate parce que l'on veut développer la conscience et la responsabilité de chacun. Il faut que nous adoptions une définition interne de la démocratie ; celle-ci ne trompera jamais ; ce sera le plus sûr critérium qui nous gardera contre la duperie des expressions et des gestes. » (2)

Il n'existe pas une seule organisation politique et sociale qui ne prétende assurer le bonheur du plus grand nombre possible d'hommes.

Ceux qui défendent le principe monarchique s'efforcent de démontrer que jamais les sujets ne sont plus heureux que sous la monarchie ; ceux qui sont partisans du césarisme ont toujours affirmé que le César ne prenait en main le pouvoir que pour assurer le bonheur des peuples ; et les Napoléon, plébiscités par des millions de voix, non moins que les empereurs romains soutenus par la plèbe au point que lorsque mourut Néron ce fut une désolation parmi les plus pauvres qui venaient jeter des fleurs sur son cercueil, ont toujours proclamé que le gouvernement césarien était fait pour apporter le bonheur au peuple. Il n'en est pas autrement de nos dictatures modernes.

Le pouvoir et le peuple

Marc Sangnier cherche donc une autre définition. Etymologiquement, la démocratie c'est le plein pouvoir appartenant au peuple. Il constate qu'originellement, primitivement, le pouvoir a été déposé dans le peuple. « Je ne veux pas entrer ici dans les détails théologiques, mais je me permettrai de rappeler les théories de Saint Thomas d'Aquin — qui n'était pas un démocrate et qui, du reste, préférerait personnellement la force monarchique à la force républicaine — affirmant que le pouvoir vient de Dieu, appartient à Dieu, mais que le peuple, qui en a reçu le dépôt, a le droit de le déléguer à celui ou ceux qui doivent l'exercer. » (1)

On arrive ainsi à cette conception que la démocratie c'est le pouvoir, non pas confié à un seul, non pas confié à une aristocratie limitée par le droit de naissance, mais confié à l'ensemble du peuple.

L'idéal de la démocratie serait donc que la totalité des citoyens fût capable d'incarner le pays et de diriger ses destinées. Mais cet idéal ne pourra jamais être atteint dans sa plénitude. Une organisation politique ou morale sera plus ou moins démocratique suivant qu'un nombre plus ou moins grand de citoyens pourra être conscient des destinées et des besoins du pays et sera capable d'un pouvoir effectif de direction. Et Marc Sangnier s'arrête finalement à cette défini-

tion interne de la démocratie : « *La démocratie, c'est l'organisation politique et sociale qui tend à permettre à chacun, dans la mesure de ses capacités et de ses forces, de prendre une part effective à la direction des affaires communes.* »

Il précise alors sa pensée à l'aide d'exemples. Dans le domaine de l'instruction : « Il est évident que, si on entend réserver l'instruction à une élite de la fortune, l'on n'agit pas de façon démocratique ; si au contraire, on offre à tout enfant de France, quel qu'il soit, fils d'ouvrier ou de bourgeois, riche ou pauvre, la possibilité de développer son intelligence, dans la mesure où ses capacités natives le lui permettraient, de jouer dans la cité le rôle qu'il sera naturellement apte à y jouer, on agit d'une façon démocratique. »

Il choisit un autre exemple dans l'industrie : « Si l'ouvrier qui loue son travail reçoit un salaire et ne s'occupe en aucune manière de l'organisation de l'industrie dans laquelle il est employé, il n'y a pas réalisation démocratique. Si l'ouvrier dans la mesure de ses capacités, dans la mesure où, techniquement, intellectuellement et moralement, il en sera capable, participe à la direction de l'usine, il y a progrès démocratique. » Nous aurons l'occasion de montrer que, pour lui, la démocratie impliquait la disparition progressive du salariat.

N'est-ce pas utopique ? Ce qui le serait, déclare-t-il, « ce serait d'affirmer qu'il faille actuellement, en France, remettre la direction des usines aux ouvriers, comme on a essayé de le faire en Russie des Soviets. » Ce qui est démocratique, ce n'est pas tant des essais hardis ou des entreprises aventureuses que d'avoir le désir, la volonté tenace de s'orienter dans le sens indiqué.

C'est dire que l'effort démocratique est intimement attaché à un grand travail de formation et d'éducation populaires. Marc Sangnier se donna totalement à cette tâche à travers le « Sillon ».

Une démocratie dynamique

C'est ce caractère dynamique et non statique de la démocratie, ce caractère de chose toujours en mouvement qui constitue son principal attrait pour ceux qui, ayant l'esprit démocratique, voient dans la démocratie le sens d'une évolution, d'une ascension, d'un effort intellectuel, civique et moral.

Marc Sangnier insiste ensuite sur l'influence des forces morales et religieuses pour réaliser cet idéal dont on se rapproche sans le réaliser pleinement. Cette affirmation constitue la substance, le fondement même de ses recherches pour une véritable démocratie.

Pour lui, les institutions politiques et économiques ont moins de valeur économique par leur organisation matérielle que par l'esprit dont elles sont animées. « Les institutions de la démocratie sont à l'esprit démocratique ce que le poème est au génie de l'écrivain, ce que le tableau ou la statue sont au génie de l'artiste. » La démocratie n'est point un organisme inerte, « elle est un organisme vivant, les institutions en sont le corps ; l'esprit démocratique en est l'âme ». Corps et âme doivent se développer parallèlement et harmonieusement.

(1) Marc Sangnier : « Qu'est-ce que la démocratie ? » - Le Sillon - 1906.

Estimant que cette conscience démocratique n'est pas suffisamment développée chez le travailleur ainsi qu'en témoigne l'échec de tant de coopératives ouvrières, Marc Sangnier s'élève contre les prétentions des socialistes révolutionnaires à détruire violemment et brusquement l'organisation capitaliste existante.

« Avant de transformer la société, il faut transformer les hommes. La Révolution ne peut se faire qu'après avoir été préparée par l'éducation du prolétariat. Elle ne peut être accomplie sans l'aide des forces morales qui inspirent le dévouement de l'individu à l'intérêt général. »

Marc Sangnier, considérant que l'esprit démocratique nous incline à comprendre que l'intérêt particulier véritable n'est jamais obtenu en définitive aux dépens de l'intérêt général, conclut à la possibilité de la démocratie.

Il utilise un exemple avant de passer à la démonstration abstraite de cette proposition. « Voici cent ouvriers engagés à raison de dix heures de travail par jour. Le soir, le patron, violant le contrat de travail, entend retenir dix de ses ouvriers deux heures après la sortie réglementaire. Ces dix ouvriers refusent. Le patron les congédie. Quel est l'intérêt particulier des quatre-vingt-dix autres ? L'intérêt particulier apparent est de ne pas prendre fait et cause des dix premiers, et de profiter au contraire, du départ de ceux-ci pour obtenir leurs places, mieux rémunérées peut-être que celles qu'ils occupaient auparavant ; en ce sens l'intérêt particulier de chacun s'oppose à l'intérêt collectif du groupe, au respect des engagements pris entre patron et ouvriers. Mais, demain, dix nouveaux ouvriers seront retenus au-delà de l'heure réglementaire ; immédiatement apparaît l'intérêt véritable qu'ils avaient la veille à prendre fait et cause pour leurs camarades et à protester contre l'injustice commise,

afin d'en obtenir, pour ceux-ci, réparation et d'en empêcher, pour eux-mêmes, le renouvellement. » (2)

De là, résulte qu'une distinction s'impose entre l'intérêt particulier apparent, lequel s'oppose à l'intérêt général, et l'intérêt particulier véritable, lequel s'identifie à l'intérêt général.

La primauté de l'intérêt général

L'esprit démocratique, c'est la conscience de l'intérêt général qui s'empare d'une conscience individuelle et détermine le citoyen au rebours de son intérêt égoïste.

Il s'agit, en définitive, de résoudre le conflit qui s'élève dans la conscience de chacun entre le souci de l'intérêt particulier et de l'intérêt général. L'intérêt particulier véritable du citoyen n'est donc pas dans la satisfaction illimitée de ses ambitions personnelles à l'encontre des ambitions d'autrui ; pas plus que l'intérêt particulier véritable d'une patrie n'est de reculer indéfiniment ses frontières. La France en a fait jadis l'expérience.

Pour résoudre les conflits qui ne manqueront pas de s'élever, il faut une discipline qui ne s'impose pas de l'extérieur, mais une discipline individuelle. L'esprit démocratique n'est plus affaire d'intelligence, mais affaire de volonté. Et c'est précisément parce que la démocratie appelle et requiert une plus grande valeur morale de l'individu que Marc Sangnier aime la démocratie. C'est ici qu'intervient la force sociale du catholicisme et que se rejoignent ses aspirations démocratiques et ses convictions religieuses.

La démocratie est, pour lui, rappelons-le encore, un mouvement vers un idéal dont on se rapproche lentement, mouvement qui doit prendre son élan dans une éducation profonde des masses populaires, et qui a besoin, pour ne s'arrêter, ni se briser, du support et de la poussée des forces morales et même religieuses.

André DARRICAU.

(2) Marc Sangnier : « L'esprit démocratique », Imprimerie du Sillon, 1906.

MARC SANGNIER

vu par François MAURIAC

« Ceux qui l'aimaient ne voyaient pas sa cravate mal mise, ni ses cheveux en désordre, cette bouche commune dans une face un peu lourde, le cou énorme, les joues flasques et toujours mal rasées, ils ne voyaient que ses yeux admirables, son regard perdu, un regard qui attaquait les âmes et de belles mains longues et fines qui, dans un geste habituel, allaient sans cesse vers les mains de l'homme à conquérir et, crispées, le retenaient d'une étreinte impérieuse. »

vu par Louis TERRENOIRE

« Le premier, à l'aube du XX^e siècle, il a compris que la démocratie devait, pour demeurer vivante et libre, abandonner la raideur des grands parlementaires bourgeois et trouver le chemin des cœurs populaires. Le premier, il a compris l'importance que notre siècle conférait à ce qu'on appelle les masses. Le premier, il a institué un langage et des méthodes pour s'adresser à l'âme des foules. »

La guerre à quatre ans

La propagande, cette bombe atomique sans frein ni direction.

Pierre SOLESME.

LA guerre de 1914 est mon plus vieux souvenir ; sa déclaration, du moins. Jusqu'alors je n'avais jamais vu ma grand-mère debout sur une chaise, ma grand-mère toujours drapée comme un catafalque, toujours empaquetée d'un crêpe irritant à nos joues d'enfant, avec pour seul bijou une broche en fleur de lys ! Encore moins, l'avais-je jamais entendue chanter ; et la *Marseillaise*, ce chant quand même un peu suspect. Pourtant à peine sur la campagne blonde de ce mois d'août, une cloche avait-elle hoqueté le tocsin, grand-mère, toute convenance oubliée, était grimpée sur une chaise. Elle avait chanté, puis, devant la domesticité pour un jour admise au salon, clamé un discours d'où je crus déduire que nous partions en voyage pour un pays appelé Alsace-Lorraine, qu'on y mangerait des cigognes et qu'en attendant il fallait tous nous embrasser. Moi, le plus petit, elle m'en-sevelit dans ses crêpes. Mais, pour ma surprise, elle n'embrassa ni Etienne, son maître d'hôtel, ni même Léonie, la

cuisinière. Et puis, un peu éberlué, je fus renvoyé à mon tas de sable, où je confiai à mon ours Quinquin qu'il se passait quelque chose de merveilleux et qu'on allait beaucoup s'amuser.

La déconvenue fut rapide... Ayant appris de pair français et allemand, j'employais indifféremment ces deux langues et même je les mélangeais. A vrai dire, depuis un mois je ne parlais plus guère que français, car ma *fraülein* était partie. J'avais beaucoup pleuré de ce départ, elle aussi. J'avais aussi trouvé à son éloignement quelque chose d'insolite et de contraint. On m'avait pourtant laissé espérer qu'il serait de courte durée.

Le lendemain de ce jour fameux où j'avais vu ma grand-mère debout sur une chaise, je fus comme d'habitude participer au rite du bonjour matinal. A la queue leu leu on se rendait chez grand-mère qui, vêtue à cette heure non de crêpe mais d'une épiscopale houppelande violette et poilue, déposait un baiser sur notre petite tête dressée. Comme il arrivait souvent, je lui dis bonjour en allemand. Ah ! ce fut un beau tapage ! Ma grand-mère mobilisa pour me foudroyer toute sa vertu. Et Dieu sait qu'elle en avait de la vertu ! Son patriotisme, réduit depuis vingt-quatre heures à des discours platoniques, trouvait enfin l'ennemi contre qui s'exercer. Finies les grandes manœuvres avec leurs fusils chargés à blanc ! Elle avait débusqué l'adversaire : elle le terrassa. « Que tu prononces encore un mot dans cette langue, et tu ne reparais plus devant moi. Pour le moment, vas-t'en. » — « Mais comment, osai-je murmurer, pourrai-je parler à *fraülein* quand elle reviendra, puisqu'elle ne sait pas le français ? » Grand-mère blémit. « Elle ne reviendra jamais, cette femme que ta mère nous imposait, cette Allemande. »

Je ne comprenais rien du tout. Grand-mère paraissait pourtant apprécier *fraülein* qui lui apprenait des recettes de pâtisserie, finissait ses broderies et surtout les innombrables tricots de couleur soigneusement indéfinissables destinés « aux pauvres ». Je soupçonne même grand-mère d'avoir éprouvé par la suite de secrets et inavouables regrets de *fraülein*, quand elle poursuivait, maille après maille et rang après rang, l'achèvement de cache-col et de passe-montagnes, non sans soupirer : « Nous devons faire la guerre chacun à notre façon. » J'en conclusais qu'avec les tricots de grand-mère on étranglerait les Allemands ou encore on les étoufferait.

Vingt-quatre heures de guerre, mais aussi vingt ans de sourde propagande, avaient mué ma bonne grand-mère en une furie politique.

Pour l'instant, les choses en restèrent là, ma mère s'étant hâtée de me faire disparaître de peur d'un nouvel impair.

Durant plusieurs jours, pourtant, le patriotisme de grand-mère dut s'alimenter sur lui-même. Tout au plus pouvait-

Dès la mobilisation, sévit la hantise des espions.

elle l'extérioriser en répétant son discours du 2 août que chacun de nous savait par cœur et que j'entendis parodier à la cuisine. Elle avait aussi la ressource d'aller à la gare porter ses pêches et ses poires aux mobilisés. « Les braves petits », disait-elle, mais la mine un peu pincée. Leur débraillé la heurtait, comme la choquaient leurs chansons d'autant plus obscènes, à son sens, qu'elle n'en comprenait pas un mot.

L'exaltation patriotique de ma grand-mère allait trouver un nouvel aliment : la dépêche. Un de mes oncles était demeuré aux environs de Paris, au Vésinet. Il y gagnait la guerre en « soutenant le moral des civils ». Ma grand-mère devait m'expliquer par la suite que c'était beaucoup plus efficace et courageux que les batailles et les tranchées. Il avait été convenu que de son officine à propagande mon oncle enverrait chaque jour une dépêche indiquant sommairement la situation militaire. Un rite nouveau s'instaura. « La dépêche ! La dépêche ! », hurlait grand-mère dans tous les couloirs. Et par toutes les portes chacun de se précipiter, qui en peignoir, qui en caleçon. Ce fut une surprise pour moi de découvrir que mon oncle Georges, toujours si digne qu'il en paraissait comme désincarné, portait comme un chacun des fixe-chaussettes bleu ciel. Surprise encore plus grande, et dégoût, quand un matin la tante Hélène apparut sans perruque, ses rares cheveux blancs ramenés en une petite crotte sur l'occiput. Ma mère fit avorter la question qu'elle devinait sur mes lèvres.

Je ne comprenais jamais très bien ce que racontait mon oncle dans ses dépêches : de victoire en victoire on reculait sur des positions stratégiques, tout en avançant bien entendu vers Berlin.

Le style des télégrammes est laconique. Il soutenait mal l'exaltation de grand-mère. Heureusement, la poste ayant repris son cours normal, les journaux recommencèrent d'arriver. Curieux journaux, avec de grandes colonnes toutes blanches ! Il en arrivait trois chaque matin : *Le Gaulois*, *Le Figaro*, *L'Echo de Paris*. Désormais, grand-mère fut pleine de récits édifiants et horribles. Elle me lisait avec une joie sombre des histoires d'enfants aux mains coupées. Chaque jour l'ennemi lui était plus irréconciliable.

Grand-mère, mais combien d'autres ? Les promoteurs de cette propagande en devenaient aussi les victimes. A l'avance s'élaboraient les discours revanchards d'une chambre bleue-horizon qui n'oubliait qu'une chose : la victoire. Le ministre des Affaires étrangères, Poincaré, ne raisonnait-il pas comme ma grand-mère quand il annota de ces seuls mots le télégramme de Margerie où se trouvait la possibilité d'une Europe qui nous eut évité Hitler comme juin 40 : « Les frais de cette dépêche seront portés au compte de l'ambassadeur. »

Pour le moment, grand-mère emprunta à cette propagande un mot d'ordre : *l'austérité*. J'en fus la victime. Sans doute les parterres de la propriété demeurèrent-ils fleuris. Des escouades de jardiniers continuèrent de ratisser dès six heures du matin toutes les allées. A l'automne, comme par le passé, on balaya les feuilles au fur et à mesure de leur chute. Mais on supprima les entremets. Adieu omelettes soufflées, files flottantes, mokas ! Et chaque compotier de fruits d'ailleurs savoureux nous valut un petit sermon sur le devoir... et l'héroïsme grand-maternel.

En repensant à cette époque un souvenir plus précis me

revient. C'était un de ces jours où grand-mère descendait à la cuisine, enivrée d'une fureur vengeresse. Sans doute *l'Echo de Paris* était-il encore plus exaltant que de coutume. Malheur ! Léonie qui, enceinte, ne pouvait presque rien manger s'était fait acheter des oranges. Avec fougue, grand-mère s'en empara. L'ennemi était là sans doute, dans le compotier. D'un geste brusque, mais noble, elle ouvrit le fourneau et y jeta les oranges : « Les domestiques ne mangent pas d'oranges en temps de guerre ! » Léonie pleura. Curieux effet de la propagande : je date de ce jour l'acte de naissance de mon esprit européen et celui de mon socialisme.

Puis ma grand-mère se prit d'un culte nouveau : les Alliés, l'Angleterre surtout. Elle découpa dans *l'Illustration* la photographie de la reine Mary — toque de Parme — et elle la fit même encadrer. On allait chaque après-midi (adieu seaux et pelles !) voir passer des trains de soldats anglais. Ce nouvel engouement de grand-mère me surprit un peu. Je me rappelais pourtant la longue histoire, racontée par elle naguère, d'un général Fachoda, anglais très vilain, qui avait emprisonné et même tué un marchand français. La guerre changeait bien des choses...

L'âme de ma grand-mère se portait aussi vers les réfugiés belges. A s'apitoyer sur leurs malheurs elle se sentait profondément bonne. Et voici qu'un matin, tous mes jouets avaient disparu. Elle les avait donnés pour les réfugiés. Comme je criai beaucoup, je devins pour longtemps « un enfant sans cœur » et « un mauvais français ». J'eus surtout beaucoup de mal à aimer les Belges par la suite. Et puis je pris soin de cacher chaque nuit les quelques joujoux qu'à l'insu de grand-mère maman m'avait achetés pour me consoler.

Pourtant, dans les courts répités que lui laissait la guerre telle que *l'Echo de Paris* la lui prescrivait, notre grand-mère nous aimait bien. Des élans de tendresse la prenaient, où elle nous engloutissait dans ses voiles. Revanche de sa vraie nature, mais dont elle éprouvait des remords. Alors, pour se justifier à elle-même sa tendresse, ses câlineries se terminaient en sermons. Comment ne m'a-t-elle pas fait perdre la foi ? Une curieuse religion déferlait sur moi, où un drapeau produisait des miracles quand on y imprimait le Sacré-Cœur. Pauvre Sacré-Cœur, à quels emplois ne le soumettait-elle pas ? Nous devions en porter toujours l'emblème sur nos vêtements et ce grigri tricolore et sanglant possédait toutes les vertus. Il gagnait les guerres, mais préservait aussi des angines. Il avait sans doute encore le pouvoir d'apaiser l'exécrable caractère de ma tante. Dans cette curieuse religion, la France était crucifiée. Elle était même, et grand-mère n'y mettait aucune intention blasphématoire, je vous l'assure, le « Christ des Nations ». D'ailleurs *l'Echo de Paris* l'avait dit, comme le disait ce livre, le seul que j'aie jamais vu entre les mains de grand-mère et qu'elle devait absorber par osmose, car elle ne l'ouvrait jamais. Il s'appelait « l'Idéal français dans un cœur breton », à moins que ce ne fut « l'Idéal breton dans un cœur français ». Pendant quatre ans grand-mère en parla à tout le monde, sans d'ailleurs l'avancer d'une page.

Les journaux permettaient le cinéma, puisqu'un jour grand-mère nous y emmena. On nous présenta un « Charlot »,

1918 : une société disparaît tandis que naît un monde nouveau, celui de l'âge de fer de l'ère planétaire.

puis des actualités. Je ris beaucoup. A la fin, grand-mère me demanda ce que j'avais préféré. « Les généraux et le président de la République », lui répondis-je. Je faillis mourir d'étouffement dans l'opacité des voiles. « Cet enfant est d'une précocité merveilleuse, affirma grand-mère, quelle belle petite âme ! » Hélas ! je voulus parfaire un tel triomphe. « Oh ! oui, les généraux marchent encore plus drôlement que Charlot ! » Et j'esquissai le sautellement que le cinéma d'alors imprimait à la démarche. Je devins du coup « un petit nigaud, privé de toute sensibilité ».

Et la guerre se déroula, morne et fastidieuse. Mes doigts furent craquelés d'engelures. Je passai des nuits dans la cave, puis des jours entiers quand commença la Bertha. Le zèle de grand-mère continua de nous dévorer. Il se diluait pourtant dans l'espèce de grisaille terne que furent alors les enfances. Sans souvenir antérieur, j'étais dans cette guerre comme dans un élément naturel. « Comment est-ce quand

ce n'est pas la guerre ? » demandais-je parfois à ma mère. Les réponses ne suscitaient en moi aucun écho.

Quelques faits émergent de ce brouillard, et surtout le procès de Caillaux en Haute-Cour. A ce moment la passion de grand-mère atteint à son paroxysme. Elle fusillait deux ou trois personnes par jour, et surtout ce Caillaux qui, d'après ce que je comprenais, avait communiqué aux Allemands un terrible secret appelé Impôt sur le revenu. Cet homme, paraît-il, n'avait pas compris que nous avions « des frais de représentation ». Là, je ne saisisais plus du tout, me demandant à quel théâtre grand-mère pouvait bien consacrer de l'argent.

Vint l'armistice et son délire de joie. Grand-mère pourtant ne désarma pas. « Le Boche paiera », répétait-elle. Il n'a pas dû payer car les entremets n'ont jamais reparu sur notre table.

Georges LE BRUN KERIS.

Le monde en marche et la France en crise ?

Après Jacques Fauvet, dont nous avons publié les réflexions dans notre précédent numéro, Pierre Fougeyrollas donne ici son sentiment sur la crise française, qu'il situe dans le contexte mondial du devenir des sociétés modernes industrialisées.

IL ne manque pas d'esprits moroses et parfois bien intentionnés, chez nous et à l'étranger, pour se lamenter sur la situation actuelle de la France envisagée par rapport à l'évolution mondiale.

L'U.R.S.S. entreprend avec succès la conquête de l'espace cosmique, les Etats-Unis bouleversés par ces victoires changent de perspectives politiques tandis que la Grande-Bretagne s'efforce de les précéder dans ces voies nouvelles. La Chine avance non sans difficulté, mais avec impétuosité vers son avenir de grande puissance. Les pays afro-asiatiques et latino-américains sont soulevés par la passion de rattraper en tout les grands Etats industriels.

Dans ce monde en marche, la France apparaît à nombre d'observateurs comme un pays en crise. Elle n'a pas encore donné de solution finale au drame algérien qui accapare ses énergies et ses pensées. Elle n'a pas convaincu l'opinion étrangère qu'elle a valablement résolu, pour une longue durée, le problème de ses institutions.

Cependant, si l'on passe de l'observation des faits bruts à la réflexion sur les processus historiques, on remarque aisément que la France est loin d'être le seul pays à souffrir d'une crise de civilisation.

Sous les progrès de la science et de la technique soviétiques se cachent les problèmes posés par l'aspiration des masses à la libéralisation du régime et les problèmes plus aigus encore posés par la volonté d'indépendance nationale et d'accession à la démocratie des pays de l'empire soviétique. Aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, dans les nations scandinaves et, d'une manière générale, dans toutes les sociétés industrielles, un certain nihilisme inhérent aux civilisations réduites à l'idéal du confort fait son apparition. Quant aux pays sous-développés qui cherchent à liquider leur retard, n'est-il pas visible qu'ils se heurtent à l'alternative suivante : ou bien s'industriali-

ser sans secours extérieur, au prix d'efforts surhumains, ou bien s'industrialiser en acceptant l'aide des puissances les plus avancées avec les risques d'assujettissement que cela comporte ?

Le caractère propre de la situation française ne réside donc pas dans une crise dont la France aurait le triste privilège. Si un privilège lui appartient, ce serait plutôt celui d'une conscience plus aiguë qu'ailleurs d'une crise à vrai dire planétaire.

Sans doute, existe-t-il ici des hommes politiques et des idéologues de droite pour nier une telle crise et pour prétendre que l'emploi de la force à l'intérieur et à l'extérieur assurerait au pays la santé dont il a besoin. Sans doute existe-t-il là des hommes politiques et des idéologues de gauche pour estimer que la crise est exclusivement française et qu'il suffirait d'importer telle recette de l'étranger pour la résoudre.

Fort heureusement des divers horizons de la pensée des sociologues, des économistes, des ethnologues, des philosophes, parfois même des politiques montrent qu'ils sont conscients de la crise mondiale actuelle et que l'intelligence française sera sans doute la première à en développer le diagnostic jusqu'au fondement.

L'important, c'est que le débat ainsi commencé n'aboutisse pas à l'un de ces « grands débats », à l'une de ces « querelles idéologiques » dont nous sommes coutumiers et dont Raymond Aron a déjà fait la plus implacable et la plus juste critique. Il faut donc s'appliquer non à développer telle idéologie encore régnante mais au contraire à critiquer radicalement toutes les idéologies pour déboucher sur la réalité vivante du devenir national et mondial.

MYTHES ET RITES DE LA GAUCHE ET DE LA DROITE

Dans son ensemble la gauche française s'est présentée hier et se présente aujourd'hui encore comme *critique* et *prophétique*. Elle s'est donné pour mission de détruire les archaïsmes, les structures retardataires, les privilèges particularistes entravant le développement du pays. Elle a cru pouvoir, en contre-partie, annoncer l'avenir et promet-

tre le progrès. Ainsi sa rigueur rationaliste s'est accompagnée d'un certain nombre de mythes, porteurs, comme c'est toujours le cas, d'espérances et d'illusions.

Aujourd'hui, il apparaît que certains points de son programme se réalisent ou sont en voie de réalisation. Ainsi la nécessité d'en finir avec le colonialisme et de planifier l'économie nationale fait partie ou commence à faire partie de la pratique gouvernementale et administrative au point que l'existence d'une majorité de droite ou d'une majorité de gauche semble ne plus guère pouvoir y changer quoi que ce soit, du moins à long terme. Au lieu de se réjouir de cette aubaine historique, pourquoi tant d'hommes de gauche se réfugient-ils, à cet égard, dans l'amertume ?

Par ailleurs, certaines croyances de la gauche touchant, par exemple, un irrésistible progrès vers la démocratie et le socialisme, se trouvent passablement démenties par l'évolution du monde actuel. Là, les espérances deviennent de plus en plus fausses et les illusions de plus en plus asservissantes. Au lieu de repenser les concepts de démocratie et de socialisme et d'en extraire le noyau moral indestructible pour réadapter les conduites politiques à des idéaux ainsi renouvelés, de trop nombreux hommes de gauche sacrifient aux rites d'une religion désuète.

Certains accablent de leurs sarcasmes les appareils du parti socialiste et du parti communiste comme si les conduites de leurs leaders étaient plus que des symptômes, comme si ces conduites étaient des causes profondes de décadence. Pourtant le comportement des appareils de la S.F.I.O. et du P.C. (au prix, pour ce dernier du virage en épingle à cheveux et télécommandé que l'on sait) est finalement plus réaliste à l'égard de la politique algérienne du général de Gaulle que l'attitude d'autres milieux de gauche.

Le marasme dont souffre la gauche ne disparaîtra pas grâce à des invectives contre les vieux appareils dont le procès n'est plus à faire. Il disparaîtra par la réadaptation des idées aux faits et, si l'on ose dire, par la modernisation des esprits des « modernisateurs ».

Quant à la droite française, elle s'est présentée et continue à se présenter comme *conservatrice* ou du moins *modératrice et réaliste*.

Sa mission, c'était de faire en sorte que les inévitables transformations dont le corps social a besoin à divers moments, s'effectuent sans lésions, ni déchirures irréparables. Face aux expérimentations parfois périlleuses des novateurs elle prétendait représenter la tradition dans ce qu'elle a d'organique et par conséquent de valable et agir au nom des réalités dans ce qu'elles ont d'irréductible aux utopies.

En fait, la droite a beaucoup freiné et très peu conservé. En s'opposant à certaines évolutions urgentes en ce qui concerne les pays d'outre-mer et le fonctionnement de l'économie nationale, elle s'est condamnée à intervenir toujours trop tard et à appliquer hâtivement le programme qu'elle avait trop bien réussi à empêcher la gauche de réaliser en son temps.

Ainsi la droite se trouve de plus en plus rejetée vers la pratique politique des groupes de pression qu'elle stig-

matissait naguère au nom de l'autorité du pouvoir exécutif. Ainsi elle éprouve souvent la nostalgie du régime d'assemblée dont elle avait fait jadis la pertinente critique. Ainsi certains de ses leaders et une partie de ses troupes sont en proie à un nationalisme frénétique et borné et à cet impuissant regret de l'ancien ordre des choses que critiquait le général de Gaulle dans sa conférence de presse du 10 novembre dernier.

Dans la mesure où elle représente des intérêts plutôt que des idées, la droite semble avoir mieux supporté que la gauche le passage de la Quatrième à la Cinquième République. En fait, elle peut mesurer sa faiblesse réelle à l'angoisse éprouvée par tous les Français à l'idée de la disparition du Chef de l'Etat.

Pour n'être pas homme de droite, on n'en conçoit pas moins que dans une société se refusant au totalitarisme la droite ait une fonction. Cette fonction ne peut résider dans une stérile opposition aux évolutions irrésistibles. Elle devrait consister, semble-t-il, en un effort d'aménagement de ces évolutions dans l'intérêt des particularismes dignes d'être humainement traités.

A droite comme à gauche, ce n'est pas, à proprement parler la défense des intérêts qui est blâmable et préjudiciable au corps social dans son ensemble, c'est plutôt l'inadaptation des idées aux faits.

La droite ne sortira du désarroi dans lequel elle se trouve, qu'en se réconciliant avec le monde contemporain. Elle doit pour cela renoncer aux rites du chauvinisme, du libéralisme économique et parfois du racisme, pour aider, dans l'intérêt général, l'armée sur laquelle elle a quelque influence, à trouver sa place, mais rien que sa place dans la nation.

L'ECONOMIE ET L'ETAT

Il a été observé que si la masse des Français éprouvait une grande désaffection par rapport aux partis politiques, nombre de nos compatriotes se sentaient attirés, dans le même temps, par les problèmes économiques, sociaux et politiques. La floraison de divers *comités d'études* où se rencontrent des fonctionnaires, des cadres, des membres des professions libérales, des officiers, des enseignants et des salariés, témoigne de cet état d'esprit.

Il serait donc passablement imprudent de parler, pour caractériser l'opinion publique actuelle, de dépolitisation ou de croissance de l'apolitisme. La grande masse des citoyens ne s'est jamais intéressée *activement* aux problèmes politiques, dans le passé, qu'à de rares moments et à l'occasion d'événements susceptibles de bouleverser profondément l'existence de chacun. Rien de très nouveau à cet égard.

Par contre ce qui est nouveau, c'est que la minorité qui s'intéresse *activement* aux questions politiques tend, pour une part, à s'y intéresser à l'aide d'organismes non-partisans plutôt qu'à l'aide des partis.

Déjà, à la Libération, les fondateurs du M.R.P. avaient pris une certaine conscience des limites de la structure partisane puisqu'ils avaient choisi d'intituler leur organisation *mouvement* et non *parti*. On peut se

demander dans quelle mesure les circonstances ultérieures n'ont pas altéré et compromis cette vue initiale.

Le militant politique est un type d'homme qui semble se faire de plus en plus rare, probablement parce que la crainte d'être dupe des appareils des partis et de leurs *managers* est devenue plus fréquente et plus intense. Avant d'agir, on veut chercher et on veut savoir. Peut-être un nouveau type d'*animateurs* sociaux et politiques est-il en voie de formation.

Sans doute les jeunes générations comprennent-elles mieux que les anciennes que la politique n'est pas la seule dimension de l'homme. Elles voient ou entrevoient ce qu'il y a de périmé dans les vieilles luttes purement politiques et purement idéologiques. Ainsi surgissent des problèmes que les partis classiques (anciens ou nouveaux) ne peuvent guère traiter seuls et encore moins résoudre seuls.

On peut penser que les problèmes économiques seront abordés et devront l'être de plus en plus hors des références idéologiques schématiques au « capitalisme » et au « socialisme ».

Une vue nouvelle de ces problèmes, dont il est difficile de dire qu'elle est de gauche ou de droite, est acceptée par un nombre toujours plus grand d'esprits. Sur le *plan international*, le monde soviétique qui se dit socialiste, est en fait, économiquement parlant, étatisé quant à la propriété des moyens de production et, socialement parlant, technocratique et bureaucratique quant à ses groupements dirigeants, et le monde occidental que l'on dit encore capitaliste, connaît un contrôle étatique croissant de sa production et une nette progression des groupes technocratiques dans sa hiérarchie sociale. Sous les divergences idéologiques se dissimule, comme l'a vu François Perroux, une convergence socio-économique profonde. Cette convergence ne vaut pas par ailleurs au plan politique où les institutions occidentales de tradition démocratique et les institutions soviétiques de caractère totalitaire restent opposées. Sur le *plan national*, l'idée s'accrédite que l'élévation du niveau de vie des salariés dépend, avant tout, d'une modernisation des entreprises et des techniques de gestion plutôt que d'une simple distribution plus équitable du revenu national entre les patrons, l'Etat et les ouvriers.

La vieille conception marxiste du prolétariat en lutte avec la société existante jusqu'à son triomphe final et total cède du terrain à une conception plus riche selon laquelle le salariat doit combattre pour la modernisation en s'alliant à toutes les forces sociales modernisatrices, fussent certaines d'entre elles encore capitalistes, contre toutes les forces retardataires fussent certaines d'entre elles parfois plébiennes.

Ajoutons que ce serait considérer schématiquement et pauvrement le devenir des sociétés industrielles que de le réduire au remplacement du pouvoir du capital par celui de la compétence. En fait, c'est le *mode d'existence* tout entier de l'homme contemporain qui est affecté par ce devenir.

D'un côté le pouvoir se dépersonnalise, devient de plus en plus anonyme, au moins au niveau social et écono-

mique, et le cerveau électronique est en passe de devenir le maître de l'homme, d'une autre côté les individus se désindividualisent et se standardisent au point qu'on peut redouter une sorte de disparition de l'homme au profit du robot.

Face à ces prodigieux développements dont la technique est le ressort, combien paraissent dérisoires non seulement les utopies proposant un retour au « bon vieux temps », mais encore les doctrines de la lutte des classes. Car si la lutte des classes continue sous des formes que les idéologies comprennent de moins en moins bien, elle est moins encore aujourd'hui qu'hier le « moteur de l'histoire ».

Aussi l'important, en ce domaine, c'est d'abord de comprendre économiquement, sociologiquement et psychologiquement les processus en cours et c'est ensuite de donner la priorité aux besoins matériels et spirituels de l'homme concret (quitte à stimuler ces derniers) sur les idoles de la « nécessité historique » et de la société parfaite.

Par ailleurs, le problème politique par excellence, à savoir celui de la nature de l'Etat sera abordé et devra, semble-t-il, l'être au-delà des idéologies parlementaristes et autoritaristes.

Les institutions constitutionnelles de la Cinquième République, dont certains ont dit qu'elles avaient été faites sur mesures pour le Président de Gaulle, lui survivront-elles ? Voilà ce dont s'entretiennent les chercheurs de bonne volonté qui fréquentent les comités d'études dont nous parlions et ceux qui acceptent de libres confrontations dans des revues de réflexion.

Dans ce domaine, la vieille conception parlementariste selon laquelle les citoyens délèguent au parlement leurs pouvoirs afin que celui-ci crée directement ou par personne interposée un gouvernement à sa dévotion, cette idée paraît en général périmée. Ce qui gagne, semble-t-il, les esprits, c'est la conception selon laquelle le pouvoir d'autorité (celui du gouvernement) et le pouvoir de contrôle (celui du parlement) doivent se compléter sans se confondre. Ainsi, n'en déplaise à une certaine droite nostalgique et à une certaine gauche persévérante, le développement des institutions de la Cinquième République n'aboutira vraisemblablement pas à un retour au régime d'assemblée et au « système des partis » du passé.

Par contre, l'élection du chef du pouvoir d'autorité (qu'il s'agisse du Président de la République ou du Président du Conseil, selon les opinions adoptées à cet égard) par le suffrage universel et non par un collège de notables demeure un problème que l'avenir sans doute actualisera.

Ainsi la question de la modernisation de l'économie et celle de la recherche d'un Etat démocratique adapté à la société française en voie de transformation entraînent des prises de position qui coïncident mal avec les orthodoxies partisans. On ne saurait dire si les partis sont d'ores et déjà condamnés à périr et à laisser la place à d'autres formes d'organisation. On peut déjà noter qu'une certaine transmutation des valeurs et des techniques politiques s'accomplit de ci, de là et détri-

ment des vieilles idéologies et que, dans le meilleur des cas, une gauche et une droite neuves ou un dépassement des concepts de droite et de gauche pourrait en résulter.

LA PARTICIPATION AU MONDE CONTEMPORAIN

La vie des partis de la Troisième et de la Quatrième Républiques a été dominée par les soucis de la politique intérieure (à l'exception toutefois du parti communiste, pièce d'un système mondial, et du M.R.P. que ses origines et ses attaches ont ouvert à l'esprit européen et à un certain esprit mondial).

Les hommes qui abordent actuellement les problèmes politiques, le font pour la plupart en situant la France par rapport à ce qui l'entoure. Ils pensent France, mais, en même temps, ils pensent Europe, Communauté, Monde. Les querelles suscitées hier par les débuts de l'édification de l'Europe ont montré que la ligne de démarcation entre la modernité et l'archaïsme ne se confondait pas avec la frontière entre la gauche et la droite.

Aujourd'hui, ce qui oppose les partisans de la Communauté aux derniers colonialistes d'une part et aux tenants du repli sur la métropole d'autre part, apparaît comme distinct de ce qui sépare la gauche de la droite.

On éprouverait enfin quelques difficultés à situer entièrement à droite ou à gauche les adeptes d'un occidentalisme de guerre froide et les partisans d'une action

française décisive dans le contexte de la détente mondiale.

La principale difficulté consiste ici à assurer la participation de la France à la fois à l'Europe, à la Communauté et au monde en décelant et en dépassant les contradictions fécondes qui ne peuvent manquer de se manifester contre ces diverses perspectives. L'identification faite par Michelet entre notre pays et une personne prend alors un sens nouveau, justement parce qu'il appartient à une personne de participer à diverses communautés tout en s'efforçant de demeurer elle-même.

La coordination des participations à l'Europe, à la Communauté et au monde fait naître de nouveaux problèmes qui sont certes politiques mais d'une manière technique et non plus idéologique. Les vieux mythes de la nation et de la classe élues ne peuvent plus nous aider dans leur révolution.

Il faut, au contraire, dépasser l'individualisme des nations et l'universalisme abstrait des idéologies internationalistes. Il faut inaugurer un mode de pensée à la fois *personnaliste* à l'échelle des nations et *communautaire* à l'échelle des grands ensembles et du monde lui-même, pour employer le vocabulaire d'Emmanuel Mounier. Il faut que la France s'ouvre au monde contemporain et pense le cheminement contemporain de la mondialisation. N'est-ce pas son éminente vocation ?

Pierre FOUGEYROLLAS.

LE PROBLÈME ACTUEL DU SOCIALISME

On aurait pu penser qu'avec l'électro-choc du 13 mai, la gauche aurait pu aborder les problèmes de fond. Après une période de désarroi, elle a trouvé son bouc émissaire en de Gaulle. Il est extraordinaire de penser que le seul pamphlet politique inspiré par la V^e République ait été « Le style du Général ». Je ne veux pas rendre Revel responsable de l'incurie des autres, mais l'opposition qui ne peut se fonder que sur la caricature de de Gaulle n'est qu'une caricature d'opposition. La « gauche à papa » a préféré relire en filigrane le 18 Brumaire de Louis-Napoléon Bonaparte plutôt que de déchiffrer le sens de la mue française qui s'opérait. Elle n'a pas su créer l'affaire Dreyfus de « La gangrène ». Dans ce désert, l'initiative, aujourd'hui, ne vient que de quelques îlots, quelques revues, sporadiquement.

Sommes-nous des « libéraux », des « radicaux », des « libertaires », des « socialistes », des « communistes » ? Pour ma part, je me sens tout cela en même temps ; je ne sais pas si j'ai raison d'englober tout cela, dans le désert des mots, sous l'appellation mal contrôlée de « socialisme démocratique » ou même seulement « socialisme ».

Ce vieux mot a été usé, bafoué, mystifié, sali, mais il a condensé en ses origines toutes les aspirations qui restent fondamentalement les nôtres, et son contenu humain dépasse toutes les définitions qui en ont été faites. C'est notre religion, au sens littéral du terme, ce qui nous lie au passé des militants de l'émancipation humaine, aux camarades du présent même quand nous nous en tre-critiquons, et qui nous lie au futur, à la société, aux aut es hommes.

Ce contenu humain du socialisme, ce n'est pas tant la ratio-

nalisation, la planification, la collectivisation, lesquelles ont été conçues comme des moyens de réalisation, c'est l'aspiration à une société de camarades, le règne réel et concret du mot camarade. Le socialisme réalisé, ce serait le mot camarade réellement et universellement vécu.

Nous devons nous intéresser essentiellement aux problèmes du socialisme. Nous ne devons pas craindre d'être des ultra-révisionnistes et les tristes exemples de Déat ou Doriot que nous assènent les Bossuet de la gauche ne nous font pas craindre Satan.

Le socialisme doit faire peau neuve. Après le socialisme utopique et le socialisme marxiste, le Tiers-Socialisme doit naître.

Dans la nouvelle société qui se forme, il y aura une intelligence technicienne de plus en plus nombreuse et des salariés soumis à de multiples hiérarchies et cloisonnements.

La logique de l'évolution technicienne nous conduit à l'homme spécialisé, l'homme bureaucraté, l'homme consommateur, l'homme stratifié, à la rationalisation d'une vie irrationnelle. L'oppression ne viendra pas seulement du pouvoir, mais du type d'existence (où l'homme sera beaucoup plus opprimé qu'opprimé). Le problème politique ne sera pas seulement celui de la structure de l'ordre social, mais celui de la structure de la vie humaine. Il nous faut prévoir la grande détresse inconsolable de l'homme lorsque le monde sera devenu une vallée de frigidaires. Et cela a commencé aux Etats-Unis, en Suisse, en Suède...

EDGAR MORIN (Arguments).

ALFRED HITCHCOCK

ou le cinéma d'aventures par excellence

ALFRÉD HITCHCOCK est l'un des seuls réalisateurs cinématographiques dont le nom est connu du public, au même titre que le nom d'un acteur ou d'une actrice.

Cela tient tout d'abord à un phénomène publicitaire évident qui par voie de presse ou d'affiches signale au spectateur éventuel qu'un film signé Hitchcock est un film où le « suspense » est garanti.

Il faut dire que ce cinéaste entretient brillamment sa popularité en réalisant beaucoup de films fondés sur des principes policiers toujours spectaculaires. C'est un vieux routier du cinéma. Un homme qui connaît parfaitement son métier et qui possède en plus un sens de l'humour à toute épreuve. Il peut donc doser dans ses films la tension et la détente.

A partir de la personnalité d'Alfred Hitchcock, un autre phénomène s'est développé. Celui d'une « mythologie thématique ». L'expression est ambitieuse et pour tout dire un peu confuse mais je l'emploie volontairement pour essayer d'expliquer ce phénomène. Une fraction de la critique s'est excitée sur l'œuvre de ce cinéaste spécialisé dans les films d'aventures et a essayé de dégager des « thèmes profonds » en noyant généralement le poisson à l'aide d'un vocabulaire souvent peu compréhensible.

Grâce à cet engouement soudain, Alfred Hitchcock est devenu non seulement un cinéaste habile mais aussi une sorte de philosophe inspiré, si bien qu'il a fini par réunir les suffrages de tous les publics : le populaire et l'intellectuel.

Nous ignorons pour le moment l'aspect « métaphysique » de son œuvre qui nous paraît bien incertain. Hitchcock est aussi un conteur dynamique, témoin son dernier film « La mort aux trousses ». Il s'agit d'une invraisemblable histoire d'espionnage menée tambour battant et parsemée de nombreuses trouvailles comiques, cinématographiques et dramatiques. D'énormes moyens ont été mis en œuvre pour rendre plus explosive encore cette narration assimilable à un feuilleton agréable. « La mort aux trousses » est le type même du film qui fournit au spectateur un délassement de bon aloi. Tout y est faux et conventionnel, mais ne cherchons-nous pas parfois dans le spectacle cinématographique cette

connivence avec l'auteur qui nous permet d'éprouver une sorte d'émotion épidermique et continue, sans nous donner la peine d'approfondir les causes de cette émotion. Il ne faut pas condamner ce genre de cinéma récréatif. Il ne faut pas non plus essayer de déguiser notre plaisir en lui attribuant je ne sais quelle caution culturelle ; en d'autres termes, le spectateur normalement constitué peut chercher dans certains films un honnête délassement, s'il ne borne pas là ses exigences cinématographiques. Il me semble beaucoup plus grave de tricher avec soi-même et de tenter de justifier toujours le caractère gratuit d'un spectacle. Gratuité n'est pas vice.

Il faut admirer Alfred Hitchcock qui par ailleurs nous a donné des films plus sérieux. Il faut l'admirer même dans ses manifestations les plus commerciales, lesquelles représentent à peu près la transposition actuelle des réjouissants et rocambolesques histoires de cape et d'épée, dont on admet l'inanité, tout en y prenant plaisir.

André RUYNES.

Une histoire absurde racontée par un homme intelligent.

A PROPOS

Electre, un charme qui ne s'éteint pas.

« **O**N ne fait pas une œuvre théâtrale avec des jeux de l'esprit », écrivait Colette, en 1937, au soir de la création d'« Electre », tandis que Pierre Brisson proclamait : « On voit s'affirmer dans cette « Electre » un sens des grandes heures tragiques qui devrait annoncer un moment capital de la dramaturgie contemporaine ». Le temps a donné raison à Pierre Brisson et la présence sur la scène de la Comédie-Française du chef-d'œuvre de Giraudoux, vingt-deux ans après sa première représentation à « L'Athénée », témoigne qu'au-delà des mots d'esprit qui fusent et des formules malicieuses qui chatoient, « Electre » est une authentique pièce tragique. Tragédie de la pureté et de la dureté où le sourire intelligent, sensible et mélancolique de l'auteur vient nuancer d'ironie, éclairer de tendresse, saupoudrer de délicate et précieuse poésie, le pathétique des horribles déchirements de la famille des Atrides.

Avec « Amphitryon 38 », « La Guerre de Troie » et « Electre », Jean Giraudoux a (comme son génial aîné Claudel avec « Tête d'Or », « Le partage de midi » et « Le Soulier de Satin ») restitué au théâtre son éclat, sa noblesse, son éminente dignité ; il a illustré admirablement sa très belle profession de foi qui semble avoir dicté à notre Ministre de la Pensée et du Verbe la politique culturelle de la V^e République : « Le spectacle est la seule forme d'éducation morale ou artistique d'une nation. Il est le seul cours du soir valable pour adultes et vieillards, le seul moyen par lequel le public le plus humble et le plus lettré peut être mis en contact avec les plus hauts conflits. »

A ceux qui, avec la certitude tranchante que leur confèrent leur ignorance, leur suffisance ou leur snobisme intellectuel, parlent dédaigneusement du léger, du brillant, du

superficiel Giraudoux, ne convient-il pas de rappeler que « Judith », « Electre », « La Guerre de Troie n'aura pas lieu », « Sodome et Gomorrhe » ont contribué, ainsi que les grandioses et tumultueux drames claudéliens, à restaurer le sens de la tragédie antique dans le théâtre français qui s'enlisait dans la bassesse, les lieux communs, les médiocrités bourgeoises et les fadaises mondaines. Dans des mesures différentes, par des œuvres qui ne se situent pas aux mêmes altitudes, le subtil et charmeur Giraudoux, le fulgurant et cosmique Claudel ont permis que le public, gavé de conventionnel et de platitude, retrouve le goût des mythes éternels et entretienne une neuve familiarité avec ces thèmes tragiques dont André Malraux a dit « que le peuple d'Athènes n'admirait pas en l'art qui les faisait tragédie, la défaite de l'homme, mais au contraire, sa reconquête, la possession du destin par le poète ».

Aussi n'est-ce probablement pas une circonstance fortuite si le Théâtre de France et la Maison de Molière ont inauguré la saison théâtrale 1959-60, l'un en présentant le superbe et violent « Tête d'Or », ce téméraire conquérant détruit par sa propre conquête, ce frénétique révolté avide de domination et de puissance et finalement victime de sa démesure matérialiste ou, pour employer une expression à la mode, de sa terrible fureur de vivre, l'autre en accueillant la frémissante, l'entêtée, l'inflexible « Electre », cette femme à histoires dont le regard étincelle de sa dévorante passion d'une justice intégrale, et dont la bouche dit « non » à toutes les transactions ou compromissions.

Ah ! plaignons les imbéciles que font ricaner l'impétuosité torrentielle, les envolées sublimes, les splendeurs baroques de Claudel et les prétentieux que laissent de glace les images lumineuses, l'humanisme raffiné, l'amitié pudique de Girau-

D' "ÉLECTRE" ET DE "TÊTE D'OR"

Tête d'or, tragédie exaltée d'un jeune poète d'avant-garde.

doux ; les uns et les autres trahissent ainsi les étroites limites de leur univers spirituel. La longue histoire des chefs-d'œuvre et des artistes méconnus ou moqués est d'ailleurs là pour attester que la bêtise et le mauvais goût n'ont jamais manqué de serviteurs aussi zélés qu'insolents.

Quant aux ennuyeux bavards qui prennent plaisir à condamner Giraudoux au nom de Claudel ou à réfuter l'art de « L'Échange » par celui d' « Intermezzo », ils confondent critique littéraire et pédantisme futile ; leur jeu frivole atteint une perfection, celle du ridicule.

L'œuvre de Giraudoux, stoïcien aimable et rêveur, offre la séduction des constructions harmonieuses aux grâces fragiles,

celle de Claudel, catholique véhément, possède la force d'envoûtement de ce qui est audacieux, flamboyant, foisonnant et bizarre. Il est vain de les opposer. Leur résonance n'est pas du même ordre.

L'importance de la révolution claudélienne qui apporta dans nos lettres un langage dramatique d'une mystérieuse gravité et d'une ampleur parfaitement accordée à la prodigieuse richesse de l'inspiration ne doit cependant pas faire oublier que sous les élégances et les virtuosités du style girauducien se cache une sagesse douloureuse dont on aurait tort de mépriser le discret pouvoir d'émotion.

Henri BOURBON.

L'HONNEUR DE DIEU OU L'HONNEUR DE L'HOMME

« **S**il je deviens archevêque, je ne pourrais plus être votre ami ». Thomas Becket est le compagnon, l'ami du roi de la naissante Angleterre, Henry II. C'est un Saxon, rallié à la cause normande, fidèle vassal de son roi — éternel problème de la collaboration entre vainqueurs et vaincus, mais l'histoire a prouvé que celle-ci fut longue et précieuse — L'aime-t-il vraiment ? On ne sait. Le roi lui dit : « Tu n'aimes personne ». C'est peut-être vrai. C'est un être secret, épris d'esthétique, loyal par amour du beau et qui s'entoure d'une auréole de mystère que son courage et son intelligence ne font que rehausser.

Son roi a pour lui une de ses amitiés d'élection qui ne se peuvent contenir pas plus qu'elles ne se peuvent expliquer : Thomas lui est nécessaire. Henry le fera chancelier, puis

Un habile mélange de tragique et de comique.

archevêque-primat d'Angleterre, espérant par là soumettre un clergé rebelle à ses ordres.

Mais Thomas, investi de cette charge, se sent désormais « comptable de l'honneur de Dieu » qui s'oppose souvent à l'honneur du roi. Il combattra son ami, loyalement comme il fait toutes choses, jusqu'au jour où l'amitié déçue du roi poussera celui-ci à faire assassiner Thomas.

Le même sujet a été traité par Eliott. Jean Vilar se propose, paraît-il, de remonter au T.N.P. le « Meurtre dans la cathédrale ». Il serait vain d'essayer de faire un parallèle entre deux auteurs aussi différents qu'Anouilh et Eliott. Il sera intéressant pourtant de les confronter.

Anouilh traite ce drame de l'amitié dans le style incisif et vif qui lui est habituel. Sa pièce est bien construite ; tout y est satisfaisant pour l'esprit : nous avons là un grand auteur de théâtre. Est-ce parce que l'action se situe en Angleterre, il m'a semblé y sentir passer comme un souffle shakespearien. Ce mélange de tragique et de comique intimement mêlés, cette façon de pousser les choses jusqu'au point caricatural où elles vont devenir insupportables, mais sans jamais le dépasser, nous les retrouvons dans « Becket ».

Avoir fait jouer la grande scène où les deux héros s'affrontent une dernière fois par des acteurs juchés sur des chevaux en carton, est un tour de force parfaitement réussi. Pas une seconde, nous n'avons l'idée de sourire.

L'interprétation, il est vrai est exceptionnelle. Ivernel a su éviter l'outrance et faire ressortir le côté profondément humain du personnage. Cette phrase de l'« Hurluberlu » me revenait en mémoire : « l'homme est un animal inconsolable et gai » — Ce roi, qui est une brute est aussi un être « blessé » qui nous émeut malgré tout. Je pensais à l'admirable Néron qu'Ivernel nous donna aux Vieux-Colombier l'an dernier. C'est décidément un grand acteur.

En face de lui, Bruno Cremer a joué très « hiératique », tout en nuances et en contrastes le difficile rôle de Becket. Pas un éclat de voix, aucun geste inutile, une simplicité, une sobriété de grande classe.

Les deux personnages principaux s'équilibrent ainsi parfaitement, mais cette histoire est une histoire d'hommes et les rôles féminins paraissent ternes et superflus. Bien sûr les femmes joueront ici une fois de plus le traditionnel rôle de la tentatrice, les scènes où elles apparaissent sont cependant faibles et comme rajoutées. Anouilh, qui a su animer tant de personnages féminins purs et clairs ou errant sur les bords d'une folie presque sympathique, hésiterait-il devant la peinture du mal lucide et déterminé chez la femme ?

La pièce est servie par des décors remarquables. L'idée de J.-D. Malclès de placer ses personnages sous les voûtes d'une « forêt-cathédrale » crée une sorte d'unité de lieu qui resserre l'action et lui permet d'évoluer sans coupures.

Mais si l'on sort du théâtre l'esprit satisfait, l'intelligence

comblée, le cœur ému parfois par la vulnérabilité d'Henry, on regrette cependant de ne jamais se sentir bouleversé en profondeur. Pourtant « Antigone », « La Sauvage », « L'Alouette » avaient eu ce pouvoir de nous transporter avec eux « de l'autre côté du désespoir, dans une blanche clairière où l'on est presque heureux ». Pourquoi Becket ne l'a-t-il point ? Je crois qu'il faut chercher l'explication dans une phrase de « L'Hurluberlu » : « il y a des fidélités qui ne le sont qu'à soi-même » — Becket, en définitive, ne nous apparaît que comme un orgueilleux, fidèle à son honneur plus qu'à celui de Dieu. — Ce qu'Anouilh

n'a pas su — ou n'a pas voulu — nous montrer c'est le drame de la sainteté s'opposant à celui de l'amitié et le complétant, l'éclairant. Le dépouillement de Thomas, le jour où il est nommé archevêque, ne nous apparaît pas comme un premier pas vers la sainteté, mais comme une gageure à tenir, un nouvel exploit à réaliser. Sans doute lui manque-t-il, d'être — comme l'Alouette — « assez humble dans la main de Dieu pour accepter ce manteau d'orgueil ». Le geste d'Antigone, aussi démesuré et plus absurde, nous toucherait davantage.

Françoise BASCOUL.

LE DISQUE-DOCUMENT

DÉPUIS quelques années, le disque a découvert une nouvelle dimension, un nouveau domaine à inventorier. Il ne se contente plus de se livrer de bonne grâce aux caprices de Dalida ou de quelque pianiste interprète de Chopin, il nous transmet des « documents ».

Le document sonore enregistré est un événement social et artistique dont il convient de ne pas négliger l'importance. L'expérience rétrospective est facile à imaginer : ce serait une belle leçon que d'entendre Musset réciter les « Nuits », Mozart jouer ses Sonates, et Robespierre condamner les ennemis de la Révolution. Or, dans quelques siècles, les enfants des écoles « entendront » les manifestations du 13 mai sur le Forum d'Alger, et les chefs d'orchestre, avant de diriger le « Sacre du Printemps » ou « L'Oiseau de Feu », étudieront la version conduite par l'auteur. L'expérience n'est pas nécessairement concluante car, précisément, Stravinsky-chef d'orchestre sert très médiocrement, comme chacun sait, ses propres compositions. Néanmoins, si le jeune chef de l'an 2.000 n'est pas ébloui par la baguette de Stravinsky, il connaîtra, sans discussion possible, les volontés exactes du musicien et n'osera peut-être pas les trahir...

Les témoignages pianistiques sont actuellement plus rares car la race des compositeurs-virtuoses semble en voie d'extinction. Un des derniers en date, Serge Prokofiev, mort en 1953, a fort peu fréquenté les studios d'enregistrement. Cependant, nous possédons « sa » version, éblouissante, de « son » 3^e Concerto, et la firme Rondo-Gold vient de nous proposer un nouveau disque-récital dans lequel Prokofiev interprète des pages de Miaskowsky, Moussorgsky, Scriabine et quelques-unes de ses partitions. Hélas, le document est incomplet car nous n'en connaissons ni la provenance exacte, ni la date, ni le lieu de l'enregistrement, et nous imaginons aisément le désordre, l'anarchie qui régneront bientôt parmi ces disques gravés d'après des bandes retrouvées « par hasard ». Cependant, ce disque est le document musical type qu'il faut entendre pour connaître ou pour jouer Prokofiev. Ses attaques puissantes et incisives, son dynamisme irrésis-

tible, ses traits un peu « secs » sont précieusement gravés dans la cire (1).

La réalisation de « documents » musicaux déborde largement les cas isolés. Des collections entières en France ou à l'étranger lui sont consacrées, telles « Les Gravures Illustres » de Pathé-Marconi. Ici, la haute-fidélité est reléguée au second plan ; un discret crachotement, un piano qui ressemble à un clavecin contribuent à établir le climat « document authentique » : les puristes écouteront avec ravissement la sonorité de Fritz Kreisler ou la voix de Chaliapine tandis que le discophile moyen possèdera l'heureuse et confortable certitude d'entendre un chef-d'œuvre signé d'un nom prestigieux.

Enfin, le disque dépasse maintenant le cadre de l'art musical pour devenir histoire de France, géographique, littérature, politique. « Le Temps que nous vivons », publication trimestrielle, offre un remarquable condensé sonore de l'actualité et, dans quelques dizaines d'années, certaines déclarations, certaines interviewees ne manqueront pas de saveur. L'intéressant numéro, publié avant les vacances, nous propose notamment de croustillantes confidences énoncées par les jeunes protagonistes des Ballets Roses entre une déclaration de Pierre Blanchard, un exposé de Messali Hadj et une conférence de presse du Général de Gaulle. Bref, toute l'actualité... (2)

Aussi passionnantes que puissent être ces nouvelles réalisations, la collaboration « disque-art musical » nous paraît bien plus significative. Non seulement le disque est au service de la musique, mais il a prise sur elle. Nous ne pouvons encore en mesurer toutes les conséquences. Paul Valéry les pressentait lorsqu'il écrivait : « Il faut s'attendre que de si grandes nouveautés transforment toute la technique des arts, agissent par là sur l'invention elle-même, aillent peut-être jusqu'à modifier merveilleusement la notion même de l'art ».

Claude SAMUEL.

(1) Rondo Gold 1003.

(2) Prétoria 30 TNV 4B.

François Mauriac, tel qu'en lui-même...

Les *Mémoires Intérieurs* m'ont touché. Jamais, depuis la série des grands romans, Mauriac n'avait retrouvé cet accent. La mort, d'une proximité consciente, prête à ces pages sa sérénité ; une pudeur aussi. Une voix intime nous parle. Même la méchanceté célèbre s'atténue. Mauriac accède presque à l'indulgence.

Tous ses thèmes s'en trouvent renouvelés. Car, dans le livre, il n'est pas une page que nous n'ayons déjà lue depuis trente ans que François Mauriac se répète. Ces thèmes, ce sont ceux des articles annuels et toujours pareils pour la Fête des Morts ou pour l'époque des vendanges, avec accompagnement de pins saignants et de maisons familiales. Le *Figaro Littéraire* remet tous les quinze jours ces disques un peu éraillés. Nous retrouvons aussi dans les *Mémoires Intérieurs* ces *Blocs-Notes* où Mauriac éructe ses humeurs, assouvit des rancunes baptisées justice commutative et, entre deux commentaires d'Évangile, mord quiconque l'a égratigné. Cet Isaïe de l'*Express* (comme le poireau est l'asperge du pauvre) tourne toujours à ses ritournelles. Pourtant le livre est nouveau. Pourtant le trait ne blesse plus. Pourtant une noblesse d'âme transparait.

Il existe un cas Mauriac. Peut-être devrais-je écrire un drame Mauriac. Depuis trente ans cet écrivain possède toujours un merveilleux instrument : son style — un style nombreux, velouté, à la fois sensuel et précis. Mais qu'avait-il à nous dire, à nous qui nous lassions de son soliloque perpétuel sur « la chair et le sang » et du constant gémississement d'un chrétien que le Sixième Commandement encombre ? Le drame de Mauriac est la discordance entre le style, splendide, et une pensée dans beaucoup de domaines indigente. On ne l'a pas senti tant que Mauriac ne nous a offert qu'une création romanesque. Nous nous sommes intéressés au destin, toujours semblable ou presque, de ces âmes traquées entre la chair et la Grâce. Puis lui-même s'est lassé de ce jeu. Il nous dit s'être dépris des romans écrits par les autres. Sans doute s'est-il d'abord dépris des siens.

Un écrivain ne se retire pas plus qu'une vieille actrice. Mauriac est une nature inquiète et féminine. Il ne respire (ce n'est pas l'orgueil, j'y reviendrai) que dans une certaine atmosphère d'adulation. Nécessaire lui est l'admiration des jeunes hommes. Le magistère de Barrès le hante ; que dis-je ? l'a toujours hanté, même aux jours qu'il ne se souciait pas encore de politique. Nous nous rappelons des articles des *Nouvelles Littéraires*, dans les années 30, où il se proposait à une génération selon lui « sans Maître ». Il s'est jeté dans la politique comme une vieillarde se teint les cheveux : pour plaire encore. Dans cette voie nouvelle son style l'accompagne, mais l'indigence de

sa pensée se souligne. Sa pensée politique ? Orchestrer quelques lieux communs des jeunes pour mieux les séduire, plus un indéradicable culte de la personnalité. Antifasciste d'expression, Mauriac résume pourtant la politique à l'admiration exclusive d'un homme. Naguère *Forces Nouvelles* a malignement rapproché, en des colonnes parallèles, les articles qu'il écrivit sur Pétain, de Gaulle et Mendès-France. Disons qu'à quelques lignes près on n'a eu à reproduire que le même article. Non que Mauriac ne soit courageux et généreux, mais je sens trop, même quand sa thèse rejoint la mienne, qu'elle est chez lui pure réaction de l'épiderme. Je l'imagine porté vers le camp adverse par un courage et une générosité aussi indubitable et mal informée. Et certes, quoi qu'il écrive, demeure toujours le style. On me permettra une anecdote qui n'est peut-être pas vraie, mais véridique à force d'être vraisemblable. Quand Georges Bidault était ministre des Affaires étrangères et Maurice Schumann à l'étage au-dessus Secrétaire d'Etat, ce dernier « dégringole quatre à quatre » le petit escalier du Quai d'Orsay, tenant à la main un *bloc-note* particulièrement hargneux, fielleux et beau de style. Il entre en trombe chez Bidault : « Lisez ce Mauriac. C'est affreux, c'est pervers, mais c'est écrit par Pascal ! » — « Hum ! Hum ! — s'entend-il répondre — c'est écrit par Pascal. Hum ! Oui ! Hum ! Mais c'est pensé par la brouette ! »

Mauriac en politique est mu par sa sensibilité, une sensibilité exacerbée. La moindre égratignure l'écorche vif. Il a peint de Racine un portrait qui ne ressemble guère à son modèle, mais de façon frappante à son auteur (Henri Bremond et Jean Giraudoux doivent dans leur tombe se réjouir de mon propos). Le chrétien Mauriac pardonne sans doute les offenses, mais jamais le moindre froissement. Chez lui, ce n'est pas orgueil. Mauriac n'est pas orgueilleux. D'ailleurs si ses hargnes étaient d'orgueil, voilà longtemps qu'on l'aurait apaisé. Que d'honneurs ! Sans doute l'Académie ne le coopta-t-elle à l'unanimité, voici quelques trente ans, que parce que cette Compagnie le croyait

16 novembre 1933,
Mauriac est reçu sous la Coupole.

agonisant (il a dû bien en rire depuis). Mais le Prix Nobel ! Mais le Grand Cordon de la Légion d'Honneur ! Un Grand Cordon très bien placé puisque Mauriac, nul ne sait pourquoi, se classe « à gauche » et qu'on récompensait en même temps le culte de la personnalité le plus accentué.

Je puis témoigner de la modestie de François Mauriac. Je ne l'ai guère vu pourtant qu'une seule fois. C'était à un de ces petits déjeuners qu'offrait après la messe chez les Bénédictines de la rue Monsieur une israélite convertie, sculpteur de talent, Marthe Spitzer. Elle habitait un appartement minuscule et compliqué dans cette pittoresque villa de la rue Oudinot où les Petits Frères du Sacré-Cœur ont aujourd'hui leur procure. A ses réunions matinales, métissées de cénacle littéraire et de confessionnal, on retrouvait Manuel de Falla, Charles du Bos, la merveilleuse famille Jacob (depuis, si tristement décimée), d'autres encore et François Mauriac. L'abbé Alterman, célèbre convertisseur, y présidait, et la direction spirituelle s'entremêlait aux tartines de pain bis. Nous étions, ce matin-là, demeurés dans la salle à manger, Mme Edmond Giscard d'Estaing, Mme Gaston Wiener, François Mauriac et moi-même (encore tout jeune et sans doute sur le visage un reflet de cette aube monastique quittée depuis quelques instants à peine). Deux très jolies femmes enrobées de belles fourrures, un adolescent : François Mauriac était brillant. Nous parlâmes alors de son œuvre et me frappa son *détachement*. Cet homme sensible à la moindre épine acceptait toutes les critiques. Je me rappelle que la conversation tomba sur *Le Mal*, ce roman paru dans l'éphémère revue *Demain*, et qu'il nous dit alors ne pas vouloir rééditer « pour son mélange de coucherie et de piété ». Bien entendu, il le réédita. Mauriac jugeant son œuvre la jugeait comme si elle lui était étrangère. Une telle simplicité n'est pas compatible avec l'orgueil.

Sensible même quand il anticipe sa vie posthume, François Mauriac craint de trouver un jour son Guillemain. Il sait même qu'il le trouvera. D'avance il se défend et se prémunit. Selon lui, ce seront ultimes vengeances de ses adversaires politiques. Allons donc, soyons sérieux !

Croyez-vous donc, François Mauriac,

que vos arrière-neveux se soucieront plus de la guerre d'Espagne que nous-mêmes de celle du Mexique ? Et pourtant vous l'aurez, votre Guillemain. Tout grand talent risque de l'avoir et vous-même plus que les autres, qui si souvent vous êtes décrit. La tentation vous la créez, de gratter cette retouche trop insistante, de mettre à jour cette ride soigneusement masquée. Votre férocité même y entraînera cet arrière-neveu. Votre sensibilité aussi. Combien de temps avez-vous gémi, parce que M. Pierre Hervé vous avait baptisé « cette vieille corneille qui a avalé le parapluie d'André Siegfried » ? Vous stimulez à l'avance les détracteurs des siècles futurs.

Qu'importe, après tout. Leur méchanceté attestera de votre survie. Vos polémiques n'intéresseront plus que les cuistres. Mais demeureront, pour l'honneur et l'illustration des lettres françaises, le *Naïf de Vipères*, le début du *Mystère Frontenac*, *Thérèse Desqueyroux*, cette Phèdre de notre temps, et quelques autres de vos romans. Demeureront vos livres d'histoire littéraire, à laquelle on regrette que vous n'avez pas consacré les quelque trente ans qui ont suivi le déclin de votre production romanesque. Je pense à *Blaise Pascal et sa Sœur Jacqueline*, à *Trois Grands Hommes devant Dieu*, à votre essai sur le *Roman*. Sans doute est-ce encore vous que vous avez peint dans ces œuvres. Mais tant d'intelligence aussi, tant de finesse psychologique, une certaine grâce de la confiance.

Or c'est ce qu'après trente ans vous apportez dans les *Mémoires Intérieurs*. Vous animez tous les fantômes de l'esprit. Vous entamez avec nous je ne sais quel dialogue, sourd et secret, sur les hommes et sur la vie. Vous obtenez ce miracle que chacun de nous croit à soi-même destinée votre confiance. Vous m'avez touché, François Mauriac.

Georges LE BRUN KERIS.

L'économie de la V^e République

C'est une utile initiative qu'a prise la « Revue Economique » en consacrant son numéro de septembre à une

première réflexion sur la signification et l'application, dans un cadre institutionnel nouveau, de la politique économique inaugurée en décembre 1958:

Economistes comme Alain Barrère, Pierre Bauchet, J. Le Bourva, etc., ou spécialistes de science politique comme Jacques Meynaud mettent en lumière divers aspects, parfois méconnus, d'une expérience à laquelle n'ont été ménagés jusqu'à présent ni excès d'honneur, ni excès d'indignité.

L'analyste se heurte à une première difficulté. « Entre les recommandations du Comité des experts, les décisions ministérielles et leur mise en œuvre par l'administration, on ne trouve pas toujours une continuité parfaite », remarque justement A. Barrère. De fait — on l'a déjà signalé à plusieurs reprises à *France-Forum* — il n'y a pas, et de loin, concordance entre les mesures adoptées et les proclamations à prétention doctrinale dont quelques libéraux, officiels ou non, ont cru habile de les accompagner.

Un minimum de culture économique commence à se répandre et les solutions, trop simplistes, ont de moins en moins de chance d'être retenues par l'Administration. Celle-ci, tout en demeurant soucieuse de réussir la dévaluation, cherchait en même temps à créer les conditions susceptibles de mettre fin à une récession née avant l'opération de décembre.

Aussi, MM. Rueff et Pinay acceptèrent-ils finalement la solution, gravement hérétique pour un libéral orthodoxe, d'une relance par les investissements *publics*. Là encore P. Bauchet souligne la contradiction entre les principes affirmés — pas de renouveau véritable sans construction d'un véritable marché financier, sans « relève de l'inflation par l'épargne » — et la pratique, qui se distingue peu, sur ce point, des méthodes de la IV^e République.

La doctrine financière classique esquisse là un échec. Et A. Barrère n'a pas de peine à montrer que le problème des finances publiques ne se ramène pas à la réduction de l'impasse budgétaire et ne peut être résolu qu'à la faveur de l'expansion. C'est ce qu'a finalement admis le gouvernement : il ressort des indications fournies sur 1960 par l'exposé des motifs et les documents annexes de la loi de finances

que le budget de l'année prochaine serait sérieusement déséquilibré, si l'expansion attendue ne se réalisait pas.

Mais comment amorcer celle-ci tout en évitant le retour des tensions inflationnistes ?

Les auteurs de ce numéro sont peu enclins à faire confiance pour le rétablissement de l'équilibre aux prétendus automatismes sur lesquels insistent si volontiers les thèses libérales.

Pour J. Le Bourva, l'inflation est « le drame des économies contemporaines ». C'est « un mal profond, enraciné dans tous les secteurs de la vie économique ». Les schémas d'explication et d'action traditionnels étaient peut-être valables pour « l'inflation de papa ». L'auteur montre à cet égard comment les mécanismes modernes du crédit privé « peuvent... alimenter un processus inflationniste, hors de tout déséquilibre des finances publiques ».

Il souligne surtout comment l'inflation est liée aux structures, ou plus clairement aux nouvelles conditions dans lesquelles se déroule concrètement la compétition économique. « Lorsque le prix de la viande au détail s'élève trop ou baisse trop peu par rapport

aux prix de gros, le ministre des Finances n'invoque pas l'offre et la demande, il convoque M. Drugbert ». Il ne suffit pas de s'indigner ; il faut comprendre pourquoi une seule nuit de gel peut faire la fortune des marchands de vins, et agir en conséquence.

Les « responsables » sont parfois difficiles à saisir. « Le début de l'inflation directe par les prix est un phénomène anarchique. Le poids des entreprises familiales mal gérées et des commerçants est ici très lourd. »

Quelques jugements sévères, que certains trouveront excessifs, sont également portés sur l'agriculture. Il reste vrai — et les nouvelles générations de dirigeants d'organisations agricoles paraissent décidées à rompre ce cercle vicieux et à ouvrir d'autres voies — que certaines garanties et protections n'offrent qu'une illusoire sécurité et aggravent le mal.

J. Meynaud, bien qu'il minimise à l'excès l'action exercée par le Commissariat Général au Plan et passe sous silence la prise de conscience progressive par l'Administration des problèmes économiques, note justement que la IV^e République a parfois pratiqué un fâcheux « laisser-faire » économique.

La plupart de ces études tirent de ces considérations des conclusions convergentes sur le plan technique et sur le plan politique.

Les Pouvoirs Publics sont contraints d'intervenir. L'expansion ne peut être sainement amorcée et entretenue que par des investissements sélectifs : ce qui soulève des problèmes imparfaitement résolus jusqu'à ce jour. On ne peut se fier entièrement à cet égard aux investissements privés, ni à une relance par la consommation et les salaires.

Cette action publique doit tenir compte, comme l'indique A. Barrère, de « la compétition des groupes autour du partage du revenu national ». Il reste à mettre au point là où les formules permettent d'effectuer ce partage dans la justice ; ce qui implique l'organisation d'un minimum de consultations et de liaisons avec l'ensemble de ces groupes.

L'opération de décembre était sans doute nécessaire. Mais il reste beaucoup à faire. J. Le Bourva a probablement raison de conclure : « Nous avons gagné une bataille ; nous n'avons pas gagné la guerre. »

Pierre DECAMPS.

Le tombeau de Rodrigue

par Etienne BORNE

LES auteurs tragiques n'ont pas de pitié pour leurs héros et cependant Corneille n'est pas résolu à tuer Rodrigue à la fin du « Cid » comme si, usant d'un droit souverain, il faisait grâce à la jeunesse, à la pureté, à la vaillance. Attendrissement naïf qui n'est pas sans signification : celui qui, comme Rodrigue a fait un pacte avec l'honneur et les valeurs éternelles, ne devrait pas mourir. Illusion, puisque Gérard Philippe est mort, lui qui fut Rodrigue de tout son cœur, de tout son corps, de tout son art. Dans un cimetière provençal, il y a, chose absurde, impensable à Corneille et douloureuse à l'esprit, le tombeau de Rodrigue.

L'AMOUR a raison lorsqu'il se plaint de l'injustice de la mort. Il est toujours surprenant, imprévu, impossible qu'un homme meure. Mais la mort d'un acteur étonne encore davantage, surtout lorsqu'un Molière, un Jovet, un Gérard Philippe passent d'un coup, sans qu'un temps de retraite leur soit ménagé, de l'intelligente agilité de la scène, merveille bruissante, légère et sans substance, au stupide, épais et trop sérieux silence de la tombe. Ces hommes de costume et de comédie, qui ont choisi une destinée énigmatique où se joignent le dérisoire et le sublime, on savait bien qu'ils étaient mortels, comme nous tous, mais il n'était pas croyable qu'ils fussent soumis à l'ordinaire destin et ils s'ingéniaient à nous le faire croire et nous étions complices de leurs artifices.

METAMORPHOSER en parade poétique les mystères de la vie et de la mort, nous les représenter soir après soir, allumer ces chandelles au cœur de notre nuit, telle est la vocation, qu'on oserait dire sacrée, de ceux qu'on nomme les comédiens. Tout se passe comme si nous les avions délégués en avant et au-dessus de nous pour, à notre place, vivre symboliquement d'autres aventures, dévisager les grandes énigmes du cœur humain aux prises avec un univers inhumain, oser faire de la beauté avec ce dernier acte toujours sanglant où Lorenzaccio, blessé à mort, héros qui ne sera même pas enseveli, est poussé à la lagune par le peuple qu'il a voulu sauver. L'acteur vit ainsi dans la familiarité de la mort comme si par la magie à laquelle il a dédié sa vie, il entreprenait d'appivoiser tous les monstres et même celui, qui formidable et muet, est acroupi comme un Sphinx au terme de toute existence. Molière et Gérard Philippe, l'amuseur triste et profond et le héros de cape et d'épée toujours allègre et bondissant, appartiennent à

la même chevalerie, mobilisée contre les puissances d'imposture et de ténèbres ; et lorsque Rodrigue ou Fanfan la Tulipe traversant intacts les machinations du monde, font triompher l'honneur en même temps que l'amour, lorsque le prince des comiques bafoue héroïquement les pédants qui ne savent pas et les médecins qui ne guérissent pas pour regarder en face, dépouillée de tous les faux-semblants, la vérité de l'homme, comment ne nous croirions-nous pas invincibles et libérés — au moins le bref instant d'un songe ? Par la vertu ou la grâce de l'acteur qui les joue — qui se joue d'eux, qui les déjoue — le mal et la sottise et la mort paraissent n'être pour l'espèce humaine que maladies imaginaires.

LES hommes, toujours et plus encore à notre époque ont besoin de dieux qu'ils puissent chérir, qui, jeunes et beaux, occupent un ciel inscrutable à nos sciences et inviolable à nos machines. Image dans des milliers et des milliers de miroirs vivants, Gérard Philippe était l'un de ces dieux, distribuant à tous et à chacun le reflet vain et infiniment précieux d'un bonheur proche et inaccessible. Qui aujourd'hui, parmi les luttes de l'histoire, les affrontements de la politique, les intrigues de la puissance, les commerces de l'argent et de la passion, pourrait témoigner, combattre et vaincre à la manière de Rodrigue, en refusant les coups bas et le double jeu, et en transformant l'adversaire en partenaire dans une émulation d'honneur ? Notre temps est vraiment le tombeau de Rodrigue.

VERS la fin de sa courte vie, Gérard Philippe semblait dire adieu à Rodrigue et aux émules de Rodrigue ; il se sentait invinciblement attiré par le personnage de Hamlet, jeune prince lui aussi, paré de toutes les séductions mais habité par l'anxiété du non-sens et l'angoisse de la mort. Si l'héroïsme est vain dans un monde absurde, c'est que Rodrigue meurt tandis que Hamlet s'avance. Mais le fantôme de Hamlet n'a été dans l'existence de Gérard Philippe que le message de l'irréparable. Gérard Philippe ne prêtera pas sa voix au grand monologue de l'inquiétude métaphysique. Et pourtant la mort de l'acteur et le tombeau de Rodrigue sont bien faits pour susciter les suprêmes questions et pour donner à penser à Hamlet. Qui a donné beauté au meilleur et a enchanté le pire par ses sortilèges, il mérite qu'il n'y ait que mensonge dans « l'avare silence et la massive nuit » de la mort.